



00
Bases statistiques et produits généraux

022-1400

Mémento statistique de la Suisse 2014



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Office fédéral de la statistique

Espace de l'Europe 10
CH-2010 Neuchâtel

Renseignements:

Téléphone 032 713 60 11

Téléfax 032 713 60 12

Commandes de publications:

Téléphone 032 713 60 60

Téléfax 032 713 60 61

www.statistique.admin.ch

Explication des signes:

Les points de suspension (...) mis à la place d'un nombre signifient que ce nombre est inconnu, car pas (encore) relevé ou pas (encore) calculé.

Un tiret (–) est utilisé pour la valeur zéro absolu.

Un chiffre suivi de la lettre «p» en exposant signifie qu'il est provisoire.

Abréviations du nom des cantons:

Explications dans le tableau à la page 4.

Chiffres arrondis:

En général, les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des chiffres arrondis diffère du total.

Sources:

Les sources ne sont généralement pas citées lors de la reproduction de résultats statistiques.

Les informations appropriées se trouvent sur le portail «Statistique suisse» www.statistique.admin.ch

Editeur:

Office fédéral de la statistique

Section diffusion et publications

Février 2014. Paraît en français, allemand, italien, romanche et anglais.

Conception:

Bernhard Morgenthaler †, Armin Grossenbacher

Redaction:

Etienne Burnier

Graphiques, mise en page:

Daniel von Burg, Etienne Burnier

Cartes:

Sabine Kuster

Traduction:

De l'allemand par les Services linguistiques de l'OFS

Page de couverture:

Netthoevel & Gaberthüel, Bienne;

Photo: © olesiabilkei – Fotolia.com

Concept graphique:

Roland Hirter, Berne

Numéro de commande:

022-1400

ISBN:

978-3-303-00511-8

Table des matières

Avant-propos	3
Population	4
Espace et environnement	9
Travail et rémunération	11
Economie nationale	14
Prix	16
Industrie et services	17
Agriculture et sylviculture	20
Energie	21
Construction et logement	22
Tourisme	23
Mobilité et transports	24
La Suisse et l'Europe	26
Banques, assurances	28
Protection sociale	29
Santé	32
Education et science	34
Culture, médias et société de l'information	37
Politique	39
Finances publiques	41
Criminalité et droit pénal	43
Situation économique et sociale de la population	45
Développement durable	49
Disparités régionales	50
La Suisse et ses cantons	51

L'édition 2014 du désormais célèbre Mémento statistique de la Suisse, qui est publié chaque année conjointement à l'Annuaire statistique (informations au verso), présente cette année encore d'importantes nouveautés. Au mois d'octobre dernier, les résultats de l'enquête suisse sur la santé 2012 ont été publiés et permettent ainsi d'actualiser des informations sur l'état de santé de la population et sur les prestations de santé. Cette enquête thématique a lieu tous les cinq ans et s'inscrit dans le cadre du nouveau recensement de la population. L'enquête suisse sur la santé 2012 est un exemple qui montre comment la conception modulaire permet de refléter beaucoup plus efficacement qu'autrefois les transformations toujours plus rapides de la société.

Le recensement de la population se base sur les registres et a été remplacé entre autres par une enquête thématique par échantillonnage chaque année, dont les résultats sont publiés en général à la fin de l'année suivante. Cette année 2014, c'est l'enquête sur les familles et les générations, réalisée en 2013, qui sera publiée.

Quelques autres nouveautés statistiques ont marqué l'année 2013: la nouvelle statistique structurelle des entreprises (STATENT) est née en novembre, présentant les premiers résultats provisoires pour l'année 2011. Elle remplace le recensement des entreprises, effectué pour la dernière fois en 2008. Cette statistique a l'avantage de tirer essentiellement ses informations à partir des registres, et permet ainsi de renoncer à une enquête directe à large échelle auprès des entreprises, ce qui réduit considérablement la charge de travail que celles-ci devait produire auparavant pour y répondre. Tout comme pour le recensement de la population, cette nouvelle méthode de sondage permet désormais de publier des nouvelles données à un rythme annuel en réduisant considérablement la participation active des entités concernées.

Je tiens à remercier chaleureusement toutes les personnes en Suisse qui répondent à ces différents relevés et enquêtes et cette participation est très précieuse. Je vous souhaite des découvertes intéressantes dans la lecture de cette nouvelle édition du Mémento statistique de la Suisse, ainsi que sur le portail Statistique suisse.

Georges-Simon Ulrich

Directeur
Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel, février 2014

Autres sources d'informations:

- Vous pouvez recevoir les communiqués de presse originaux de l'OFS directement dans votre boîte aux lettres électronique – c'est rapide et c'est gratuit.
Pour s'abonner: www.news-stat.admin.ch
- Quoi de neuf sur le portail statistique? Les publications récentes de l'OFS classées par thèmes.
www.statistique.ch → Actualités → Quoi de neuf?
- Le service d'information de l'OFS répond à vos questions:
tél. 032 713 60 11 ou e-mail : info@bfs.admin.ch

Population résidante permanente dans les cantons, en 2012

A la fin de l'année	Total en milliers	Etrangers en %	Urbaine en %	Densité par km ²	Croissance 2010–2012 en %
Suisse	8 039,1	23,3	73,7	201,0	2,1
Zurich (ZH)	1 408,6	24,9	95,1	848,0	2,6
Berne (BE)	992,6	14,0	62,8	169,9	1,3
Lucerne (LU)	386,1	17,0	50,9	270,2	2,2
Uri (UR)	35,7	10,5	0,0	33,8	0,8
Schwytz (SZ)	149,8	19,3	80,3	176,0	2,1
Obwald (OW)	36,1	13,8	0,0	75,1	1,5
Nidwald (NW)	41,6	12,5	87,5	172,2	1,4
Glaris (GL)	39,4	21,8	0,0	57,8	2,0
Zoug (ZG)	116,6	25,3	96,3	562,9	3,1
Fribourg (FR)	291,4	20,0	55,8	182,8	4,6
Soleure (SO)	259,3	20,0	77,5	328,0	1,6
Bâle-Ville (BS)	187,4	33,6	100,0	5065,5	1,3
Bâle-Campagne (BL)	276,5	20,1	91,8	534,3	0,8
Schaffhouse (SH)	78,0	24,1	75,8	261,5	2,1
Appenzell Rh.-Ext. (AR)	53,4	14,7	53,2	220,0	0,8
Appenzell Rh.-Int. (AI)	15,7	10,1	0,0	91,1	0,2
Saint-Gall (SG)	487,1	22,5	66,8	249,7	1,7
Grisons (GR)	193,9	17,3	50,1	27,3	0,7
Argovie (AG)	627,3	22,8	66,0	449,7	2,6
Thurgovie (TG)	256,2	22,7	50,1	296,9	3,1
Tessin (TI)	341,7	26,7	87,9	124,6	2,4
Vaud (VD)	734,4	32,2	74,5	260,2	3,0
Valais (VS)	321,7	21,6	57,0	61,7	2,9
Neuchâtel (NE)	174,6	24,0	74,6	243,5	1,4
Genève (GE)	463,1	39,7	99,2	1884,0	1,2
Jura (JU)	70,9	13,0	30,7	84,6	1,3

Population résidante permanente dans les grandes villes, en 2012

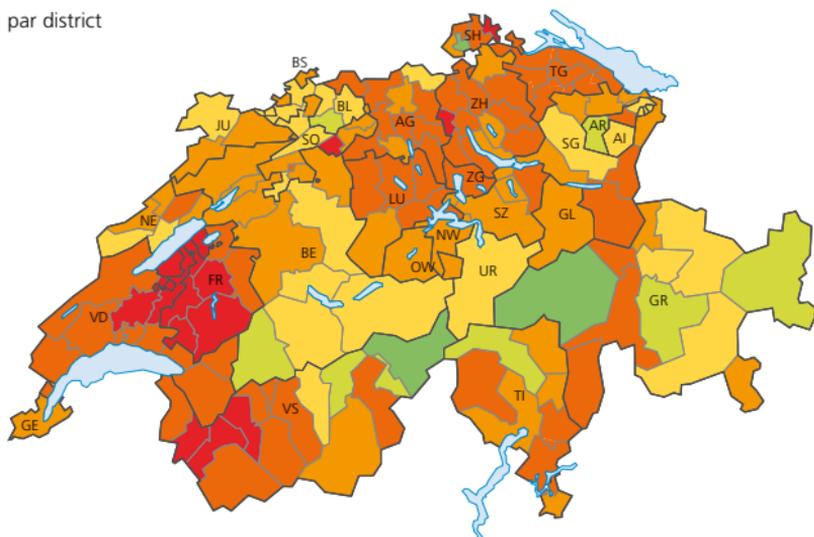
	Ville		Agglomération	
	en milliers	Croissance en % 2010–2012	en milliers	Croissance en % 2010–2012
Total	1 097,8	2,1	3 104,7	2,1
Zurich	380,8	2,1	1 217,8	2,5
Genève	189,0	0,8	533,5	1,3
Bâle	165,6	1,4	503,9	1,2
Berne	127,5	2,5	360,1	1,9
Lausanne	130,4	2,0	345,3	2,7
Winterthour	104,5	3,1	144,2	3,1

La population est majoritairement citadine

En 2012, la part de la population vivant dans des régions urbaines atteint 74%, contre seulement 36% en 1930. La moitié de cette population urbaine habite dans l'une des agglomérations des cinq plus grandes villes de Suisse (Zurich, Bâle, Genève, Berne et Lausanne). Depuis 2000, la croissance démographique dans les régions urbaines est plus marquée que dans les régions rurales (2012: +1,1% contre +0,9%).

Croissance démographique, de 2010 à 2012

par district



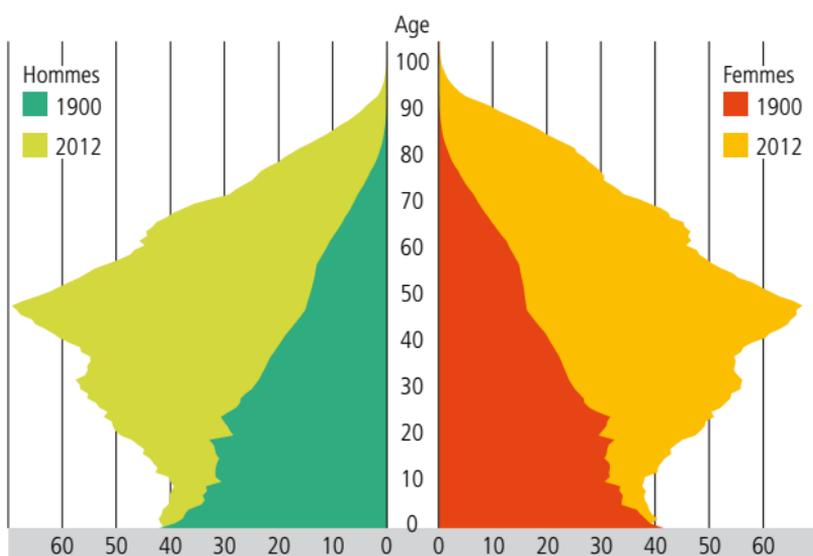
Variation de la population résidente permanente, en %

CH: +2,1 %



Structure par âge de la population

Nombre de personnes en milliers



Une société vieillissante

Au cours du 20^e siècle, le nombre de personnes âgées a augmenté, tandis que les pourcentages des jeunes (moins de 20 ans) et des personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans) ont baissé. De ce fait, la pyramide des âges s'est transformée en « sapin » (2012), les générations 1959 à 1971 étant ici prédominantes. Les jeunes générations sont elles moins nombreuses, alors que les personnes âgées sont en nombre croissant. Le vieillissement va se poursuivre: la part des 65 ans ou plus devrait passer de 17% en 2012 à 28% environ en 2060. Ces dernières années, la croissance démographique en Suisse s'explique surtout par l'excédent migratoire et, dans une bien moindre mesure, par l'excédent des naissances.

Enfants nés vivants, en 2012

Total	82 164
Garçons pour 100 filles	106,8
Part des enfants nés hors-mariage en %	20,2
Nombre d'enfants par femme ¹	1,5

1 Nombre d'enfants qu'une femme mettra au monde au cours de sa vie, calculé à partir des taux de fécondité observés durant l'année sous revue dans différentes classes d'âges

Décès, en 2012

Total	64 173
Age au décès	
0–19 ans	488
20–39 ans	845
40–64 ans	7 940
65–79 ans	15 972
≥ 80 ans	38 928

Migrations internationales, en 2012

Personnes immigrées	149 051
dont étrangers	125 045
Personnes émigrées	103 881
dont étrangers	73 855
Solde migratoire	45 170
Suisses	-6 020
Etrangers	51 190

Migrations internes², en 2012

Total arrivées et départs	474 069
----------------------------------	----------------

2 Migrations intercommunales exclusivement

Mariages, en 2012

Total	42 654
Suisse/Suisse	21 685
Suisse/étrangère	8 336
Etranger/Suisse	6 819
Etranger/étrangère	5 814
Age moyen au mariage (ans)	
Hommes célibataires	31,7
Femmes célibataires	29,5

Divorces, en 2012

Total	17 550
avec enfants mineurs (%)	44,9
Durée du mariage	
0–4 ans	2 138
5–9 ans	4 710
10–14 ans	3 218
15 ans et plus	7 484
Indic. conjoncturel de divortialité ³	43,1

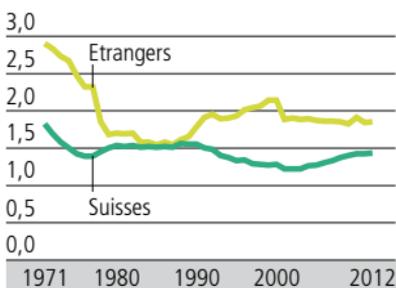
3 Pourcentage de mariages célébrés une année donnée qui seront dissous, compte tenu des conditions de divortialité de l'année considérée

Naissances multiples⁴, en 2012

Total	1 588
dont naissances de jumeaux	1 559

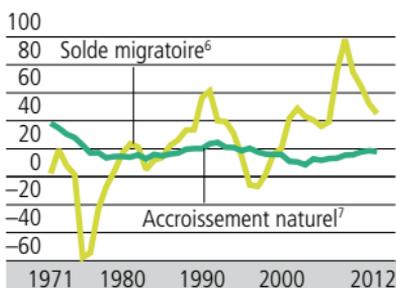
4 Nombre d'accouchements; enfants nés vivants et morts-nés

Indicateur conjoncturel de fécondité⁵



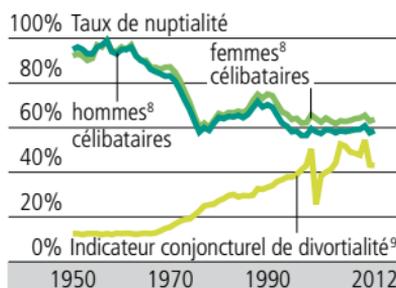
5 Nombre d'enfants par femme; cf. remarque 1

Solde migratoire et accroissement naturel en milliers



6 Jusqu'à 2010 y c. changements de statut
7 Naissances vivantes moins décès

Mariages et divorces



8 Pourcentage des hommes célibataires ou des femmes célibataires de moins de 50 ans susceptibles de se marier un jour, compte tenu de la nuptialité observée pendant l'année sous revue

9 Cf. remarque 3. A partir de 2011, les divorces entre deux personnes étrangères ne sont pas tous saisis

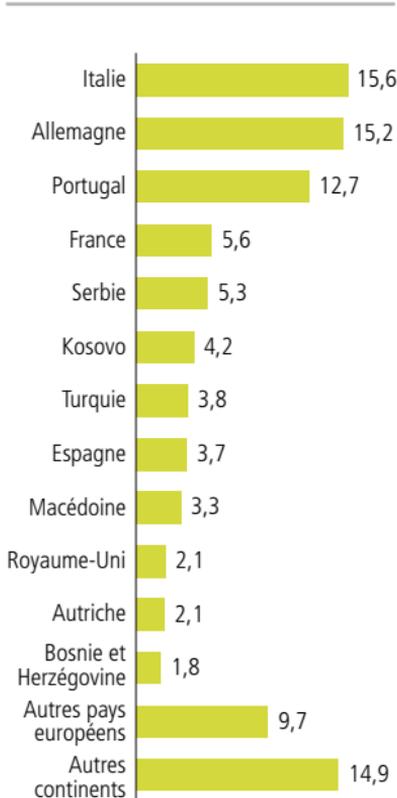
Pourcentage de la population résidente permanente de nationalité étrangère



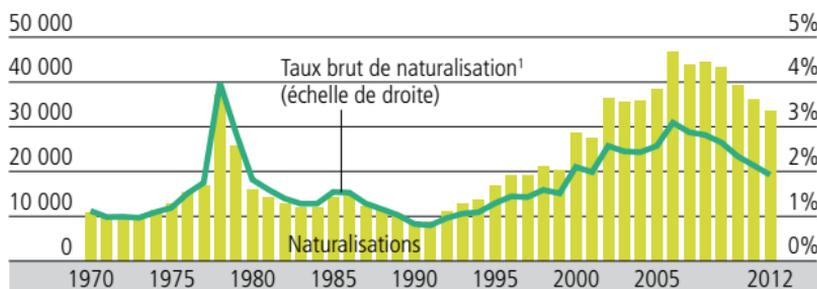
Population résidente permanente et non permanente de nationalité étrangère, selon l'autorisation de résidence, en 2012

	en milliers
Total	1 954,6
Autorisation de séjour (livret B)	610,0
Autorisation d'établis. (livret C)	1 177,6
Fonctionnaires internationaux et diplomates	28,3
Autorisation de séjour de courte durée (livret L)	85,9
Requérants d'asile (livret N)	22,2
Autorisation de séjour provisoire (livret F)	22,1
Pas attribué	8,6

Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon la nationalité, en 2012



Acquisitions de la nationalité suisse



¹ Nombre d'acquisitions de nationalité pour 100 titulaires d'une autorisation de séjour ou d'établissement au début de l'année

Population étrangère: près de la moitié est née en Suisse ou y vit depuis plus de 15 ans

La part des étrangers dans la population résidente permanente s'élève à 23%. Près de la moitié des étrangers qui vivent en Suisse (47%) y résident depuis 15 ans ou plus ou sont nés ici. En 2012, 33 500 personnes (1,9% de la population résidente de nationalité étrangère) ont acquis la nationalité suisse. La population étrangère est jeune: en 2012, on ne compte que 11 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes en âge de travailler (20 à 64 ans), contre 34 chez les Suisses. 27% des enfants nés en Suisse en 2012 sont de nationalité étrangère. En 2012, le nombre des immigrations a augmenté de 0,3% par rapport à 2011. 66% des immigrants étaient des ressortissants de l'UE/AELE.

Diversification des formes de vie commune

En 2011, seuls 27% des ménages privés sont du type «couple avec enfants». Parmi tous les ménages comprenant au moins un enfant de moins de 25 ans, les familles monoparentales représentent 13%, et les familles recomposées 5%: ces chiffres élevés sont la conséquence des nombreux divorces (17 566 en 2011). Par ailleurs, la proportion des naissances hors mariage a presque doublé entre 2000 et 2011, passant de 11% à 20%. Quant à la décision de se marier et de fonder une famille, elle intervient à un âge toujours plus avancé: l'âge au premier mariage est passé de 24 (1970) à 30 ans (2012) pour les femmes et de 26 à 32 ans pour les hommes. L'âge moyen de la mère à la naissance de son premier enfant s'est dans le même temps élevé de 25 à 30 ans. Le modèle familial bourgeois traditionnel «père pourvoyeur unique et mère au foyer» devient l'exception aujourd'hui: en 2012, trois quarts (76%) des mères en couple sont actives occupées, mais le plus souvent à temps partiel. Le travail rémunéré reste principalement l'affaire des pères (en général à plein temps), le travail domestique et familial essentiellement celui des mères (cf. p. 48).

Ménages privés, en 2011 en milliers

Total	3 534,5
Ménages d'une personne	1 289,0
Ménages familiaux	2 134,0
Couples sans enfants	994,2
Couples avec enfants	943,4
Pères ou mères seul(e)s avec enfants	196,4
Ménages non familiaux	48,7

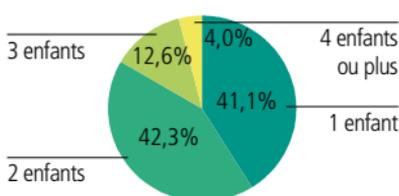
Langues principales, en 2012¹ en %

Allemand	64,9
Français	22,6
Italien	8,3
Serbe et croate	2,5
Albanais	2,6
Portugais	3,4
Espagnol	2,2
Anglais	4,6
Langues turques	1,2
Romanche	0,5
Autres langues	5,1

¹ Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé. Plusieurs langues possibles

Ménages familiaux avec enfants, en 2011

uniquement enfants de moins de 25 ans



Appartenance religieuse, en 2012² en %

Évangéliques réformés	26,9
Catholiques romains	38,2
Autres communautés chrétiennes	5,7
Communautés juives	0,3
Communautés islamiques	4,9
Autres communautés religieuses	1,3
Sans confession	21,4
Sans indication	1,1

² Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé

Données climatiques, en 2012

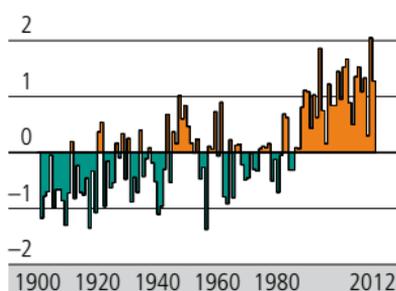
Station	Température moyenne de l'air		Précipitations annuelles		Ensoleillement annuel	
	°C	Ecart ¹ en °C	mm	Indice ²	Heures	Indice ²
Lugano (273 m d'altitude)	13,2	1,6	1 412	91	2 180	108
Bâle-Binningen (316)	10,9	1,3	1 048	135	1 721	108
Genève-Cointrin (420)	10,9	1,3	970	102	1 938	114
Neuchâtel (485)	10,6	1,2	1 124	119	1 888	122
Sion (482)	11,0	1,8	615	103	2 212	111
Zurich / Fluntern (556)	9,7	1,2	1 292	119	1 779	120
Berne-Zollikofen (553)	9,2	1,3	1 128	110	1 915	117
Saint-Gall (776)	8,6	1,1	1 549	124	1 690	127
Davos (1594)	3,9	1,1	1 233	123	1 771	105

1 Par rapport à la moyenne d'une longue série de mesures (1961–1990)

2 100 = moyenne d'une longue série de mesures (1961–1990)

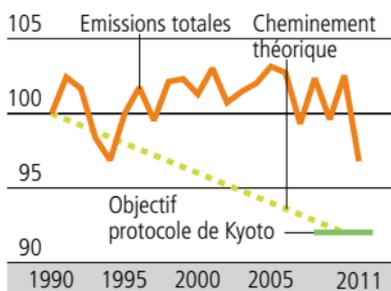
Ecart de température

par rapport à la moyenne 1961–1990, en °C



Emissions de gaz à effet de serre

Indice 1990 = 100



Changements climatiques

Depuis le milieu du 20^e siècle, on observe une hausse globale de la température, que les facteurs naturels ne suffisent pas à expliquer. L'effet de serre y joue un rôle prépondérant. D'origine naturelle, cet effet est renforcé par l'activité humaine, en particulier par la combustion d'agents énergétiques fossiles, qui entraîne une augmentation dans l'atmosphère de la concentration de CO₂, un gaz à effet de serre. Les émissions de gaz à effet de serre sont principalement dues aux transports, aux ménages (chauffage et eau chaude) et à l'industrie.

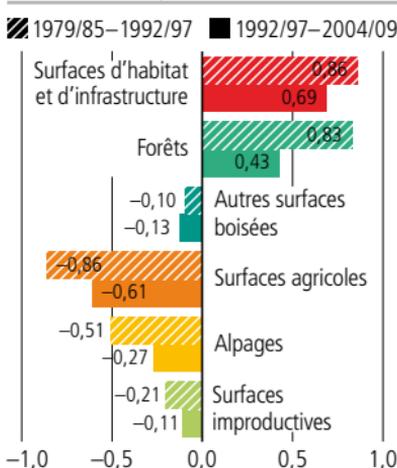
Utilisation du sol

Période de relevé 2004–2009

	km ²	%
Surface totale	41 285	100
Surfaces boisées	12 931	31,3
Surfaces agricoles	9 678	23,4
Alpages	5 139	12,4
Surfaces d'habitat et d'infrastructure	3 079	7,5
Lacs et cours d'eau	1 769	4,3
Autres surfaces improductives	8 690	21,0

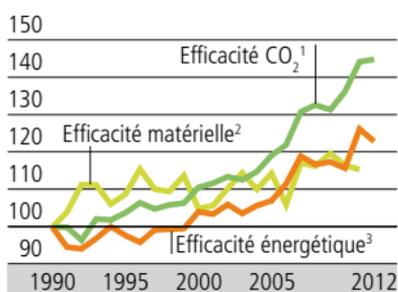
Evolution de l'utilisation du sol

en mètres carrés par seconde



Eco-efficacité

Indice 1990 = 100



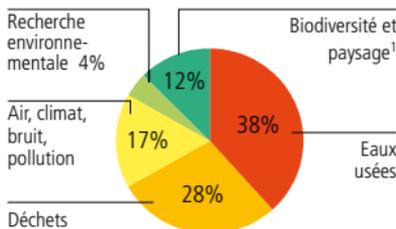
- 1 PIB / émissions de CO₂
- 2 PIB / ensemble des besoins matériels
- 3 PIB / consommation finale d'énergie

Eco-efficacité

L'éco-efficacité augmente quand, pour une nuisance environnementale donnée (p. ex. quantité de rejets de CO₂, d'énergie consommée ou de matières utilisées), on obtient une performance économique accrue. La hausse de l'éco-efficacité d'une économie peut avoir plusieurs causes. Elle peut résulter du recours à des technologies et des produits plus favorables à l'environnement. Elle peut aussi être due à des changements structurels, par exemple à la croissance des activités de service ou au transfert d'activités polluantes à l'étranger.

Dépenses publiques de protection de l'environnement 2011

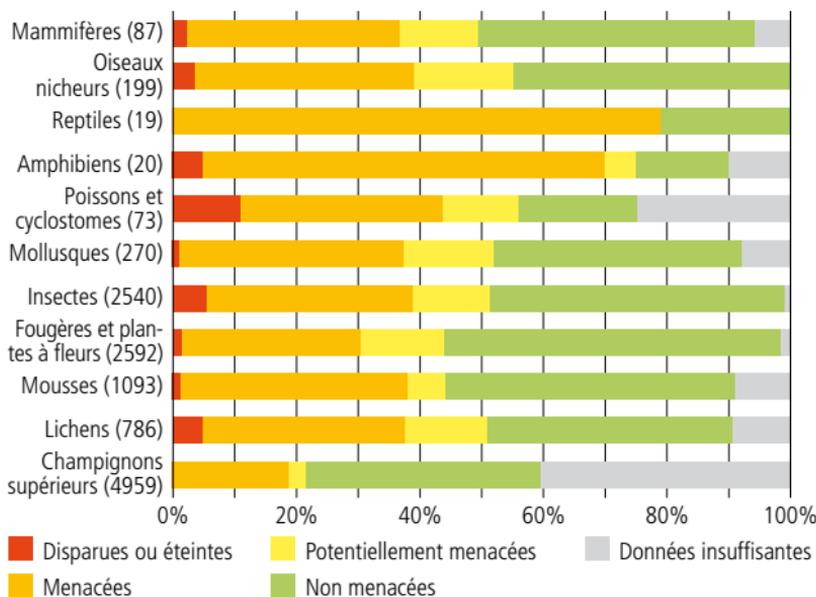
Total: 4,2 milliards de francs



¹ Y c. paiements directs à l'agriculture pour ses prestations écologiques

Biodiversité – Espèces indigènes menacées

Etat: 1994–2013 selon le groupe d'espèces

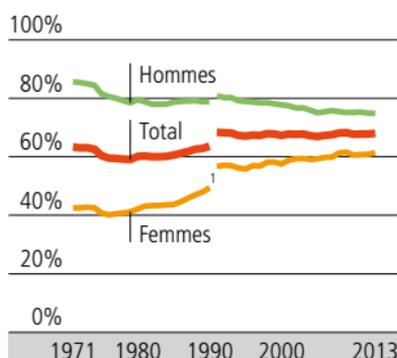


Biodiversité

Du fait de la diversité de ses paysages, la Suisse présente une grande variété d'habitats naturels pour les plantes et les animaux. Ce sont des conditions idéales pour une grande biodiversité. Les activités humaines mettent cependant sous pression la diversité biologique. Si la transformation du paysage a créé des habitats propices à l'implantation de nouvelles espèces, son uniformisation et l'utilisation intensive du territoire conduisent à une diminution des populations et à des disparitions d'espèces.

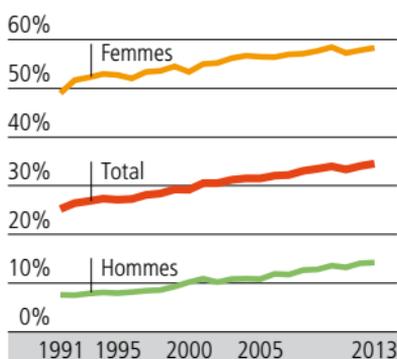
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Espace, environnement

Personnes actives en % de la population résidente permanente (15+)

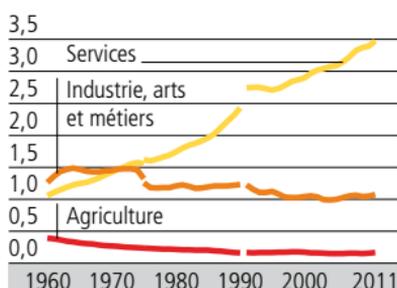


1 Depuis 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes travaillant à temps partiel en % des personnes actives occupées



Personnes actives occupées¹ par secteur économique en millions



1 Depuis 1975 respectivement 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées selon le statut d'activité¹

Population résidente permanente, en milliers 2^e trimestre

	2012	2013
Total	4 395	4 445
Indépendants	596	597
Collaborateurs familiaux	93	102
Salariés	3 482	3 526
Apprentis	224	220

1 Définition sociologique

Personnes actives occupées selon le type d'autorisation et le sexe en milliers

2 ^e trimestre	1991	1995	2000	2011	2012	2013
Total	4 135	3 993	4 107	4 707	4 755	4 816
Suisses	3 084	3 001	3 138	3 392	3 398	3 418
Etrangers	1 051	992	969	1 315	1 357	1 398
Autorisat. d'établissement	551	564	588	635	645	680
Autorisation de séjour	177	202	181	367	381	369
Saisonniers ¹	85	43	25	–	–	–
Frontaliers	183	148	140	245	262	273
Autorisat. de courte durée	21	19	20	46	45	49
Autres étrangers	34	17	15	22	25	27
Hommes	2 425	2 306	2 319	2 588	2 620	2 636
Femmes	1 710	1 687	1 788	2 119	2 136	2 180

1 L'autorisation de séjour pour saisonniers n'est plus délivrée depuis le 1.6.2002

Progression de l'activité féminine et du temps partiel

Entre 2008 et 2013, le nombre de femmes actives occupées (+6,7% à 2,180 millions) a augmenté plus fortement que celui des hommes actifs occupés (+5,9% à 2,639 millions). L'importance du temps partiel s'accroît aussi depuis des années. En 2013, 58,5% des femmes exercent une activité à temps réduit (2008: 57,3%). La part d'hommes à temps partiel progresse également depuis 2008 (+1,5 point de pour cent) et atteint 14,4% en 2013. L'essor de l'activité féminine et du temps partiel ont certainement été favorisés par la tertiarisation de l'économie; en effet, 86,2% des femmes sont occupées dans le secteur tertiaire en 2013 (hommes: 64,5%) et les emplois à temps partiel se concentrent dans le secteur tertiaire (9 emplois à temps partiel sur 10).

Main d'œuvre étrangère

La main d'œuvre étrangère est une composante importante du marché suisse du travail. Sans l'afflux de travailleurs immigrés, la forte croissance que nous avons connue durant la deuxième moitié du 20^e siècle n'aurait pu avoir lieu. Entre 1991 et 2012, leur part a augmenté de 19,3% à 23,7%. Les étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le secteur secondaire, où ils représentent 30,4% des actifs occupés (2012), contre 22,6% dans le tertiaire.

En 2013, 71,5% des actifs occupés étrangers sont des ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE; parmi ceux-ci, la moitié environ est de nationalité allemande ou italienne (respectivement 26,0 et 21,9%).

Sur l'ensemble des personnes actives ayant immigré en Suisse ces 10 dernières années, 84,0% ont achevé une formation du degré secondaire II ou du degré tertiaire. La part correspondante est de 59,2% pour les personnes ayant immigré depuis plus longtemps.

Chômage¹

	1991	2000	2011	2012	2013
Chômeurs	39 222	71 987	122 892	125 594	136 524
dont chômeurs de longue durée ² en %	4,4	20,1	20,1	15,3	15,3
Taux de chômage en % ³	1,1	1,8	2,8	2,9	3,2
Hommes	1,0	1,7	2,8	2,9	3,2
Femmes	1,2	2,0	2,9	2,9	3,1
Suisses	0,8	1,3	2,1	2,1	2,2
Etrangers	2,1	3,7	5,2	5,5	6,0
15-24 ans	1,1	1,8	3,2	3,2	3,4

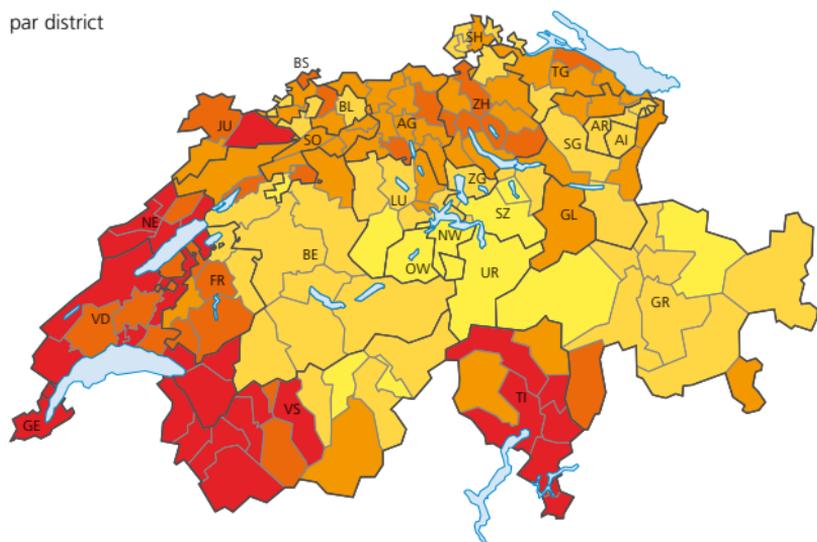
1 Chômage selon le SECO

2 Durée du chômage > 12 mois

3 Dès 2010: coefficient de variation A=0,0-1,0%

Taux de chômage, en 2013

par district



Part des personnes au chômage (selon le SECO) dans l'ensemble des personnes actives, en %

< 1,5
 1,5 - 2,4
 2,5 - 3,4
 3,5 - 4,4
 ≥ 4,5
 CH: 3,2

Niveau des salaires, en 2010

salaire brut mensuel¹, médiane

	Niveau des qualifications requises ²				
	Total	a	b	c	d
Suisse³	5 979	11 311	7 134	5 724	4 540
Région lémanique (VD, VS, GE)	6 083	11 917	7 429	6 067	4 727
Espace Mittelland (BE, FR, SO, NE, JU)	5 890	10 475	6 870	5 680	4 644
Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG)	6 220	11 963	7 268	5 850	4 591
Zürich (ZH)	6 349	12 819	7 749	5 805	4 481
Suisse orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG)	5 568	9 523	6 500	5 389	4 418
Suisse centrale (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG)	5 932	10 667	6 824	5 612	4 548
Tessin (TI)	5 076	8 690	5 907	5 274	3 948

Salaire mensuel brut¹, secteurs privé et public, en 2010

Médiane, en francs

	Niveau des qualifications requises ²			
	Total	a + b	c	d
Secteur public communal ⁴	7 202	8 263	6 865	5 424
Secteur public cantonal	7 777	9 382	6 972	5 476
Confédération	7 249	9 667	6 582	5 897
Secteur privé, au total	5 928	7 629	5 674	4 525
Secteur privé (entreprises avec moins de 5 salariés)	5 082	5 746	4 831	3 987
Secteur privé (entreprises avec 1000 salariés et plus)	6 546	9 960	6 154	4 529

1 Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail

2 Niveau des qualifications requises pour le poste de travail

a = travaux les plus exigeants et tâches les plus difficiles

b = travail indépendant et très qualifié

c = connaissances professionnelles spécialisées

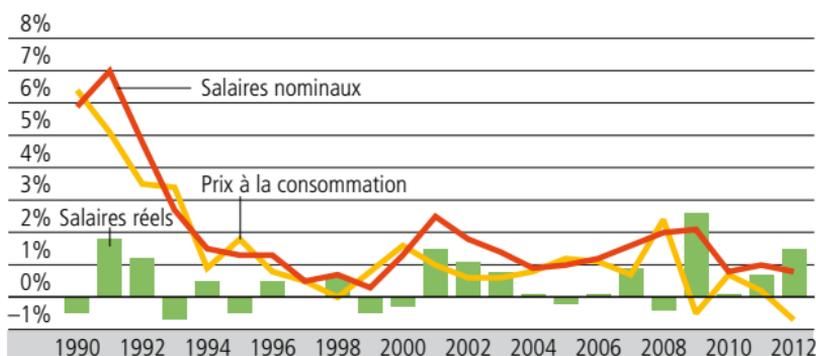
d = activités simples et répétitives

3 Secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble

4 Données de 2008

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels

variation par rapport à l'année précédente, en %



Evolution des salaires réels

Indice 1939 = 100

	1980	1990	2000	2010	2011	2012
Total	254	272	279	298	301	305
Hommes	241	257	264	280	282	286
Femmes	279	302	311	336	338	344

La consommation finale des ménages soutient la croissance en 2012

L'activité économique en Suisse, mesurée par le PIB, a enregistré de nouveau un léger ralentissement de sa croissance qui se fixe à 1% contre 1,8% en 2011 (variation aux prix de l'année précédente). Bien que certaines branches exportatrices de l'industrie enregistrent encore des hausses marquées de leur valeur ajoutée (branche «Production et distribution d'électricité, d'eau; gestion des déchets»), les autres industries marquent le pas. Dans le tertiaire, la plupart des branches voient leur valeur ajoutée croître modérément, sauf pour les branches «Information, communication» et «Hôtellerie, restauration». Les intermédiaires financiers (banques et assurances) renouent avec une croissance soutenue (+1,9%) après quatre années difficiles.

Côté demande, la consommation finale des ménages contribue de manière marquée à la croissance, (+2,4%); l'amélioration du climat de consommation, la baisse des prix à la consommation, la bonne situation au niveau de l'emploi et des salaires contribuent à ce résultat positif. Contrairement aux années passées, le commerce extérieur ne contribue pas à la croissance du PIB en 2012. Les exportations continuent certes de croître à un rythme soutenu (+2,4%), mais les importations sont beaucoup plus dynamiques (+9,3%), et le solde du commerce extérieur recule légèrement (-0,2%).

Le revenu national brut (RNB) qui mesure la somme des revenus perçus par les unités résidentes, augmente de 3,6% en 2012. Ce résultat est dû à la forte progression des revenus de la fortune reçus de l'étranger (+27,1%) et en particulier à la forte hausse des résultats des filiales étrangères.

Le produit intérieur brut (PIB) et ses composantes

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ^P	2012 ^P
PIB	2,4	2,7	3,8	3,8	2,2	-1,9	3,0	1,8	1,0
Dépense de consommation finale	1,4	1,4	1,3	2,0	0,6	2,0	1,4	1,1	2,5
Formation brute de capital	3,0	3,5	3,7	0,4	0,2	-6,2	7,1	4,0	-3,1
Exportations de biens et de services	7,9	7,7	10,1	9,9	2,9	-7,7	7,7	3,8	2,5
Importations de biens et de services	7,2	6,6	6,8	6,2	-0,3	-5,2	8,4	4,2	3,1
PIB en milliards de francs, à prix courants	465	479	508	541	568	554	573	585	592

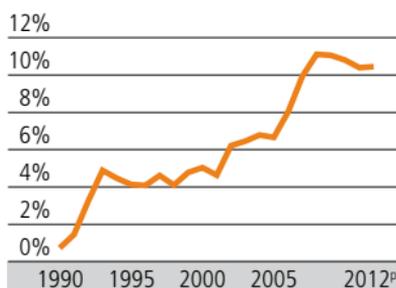
Importance des relations avec le reste du monde

A partir de 1997 le commerce extérieur a joué un rôle moteur à la croissance du PIB. En effet, les périodes de forte croissance coïncident avec un commerce extérieur florissant. Les exportations sont la composante du PIB qui contribue le plus à la croissance durant les années fastes (1997 à 2000 et 2004 à 2007). L'une des conséquences du dynamisme des exportations est la progression de la part de la contribution extérieure (solde entre exportations et importations) au PIB, montrant l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse. Cependant, en 2009 la Suisse a subi de plein fouet le ralentissement de l'économie

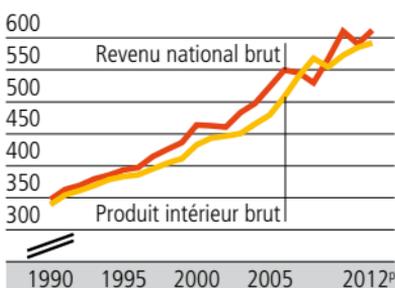
mondiale ce qui a conduit à une contribution du commerce extérieur négative.

En 2010 le commerce extérieur contribue de nouveau de manière positive (+0,6%) à la hausse du PIB et en 2011 cette contribution ralentit (+0,2%) pour s'estomper en 2012 (0%). Le rôle croissant du reste du monde s'observe également en considérant les revenus encaissés de l'étranger, qui jouent ainsi un rôle croissant dans la détermination du revenu national brut (RNB), généralement plus dynamique que le PIB. Les années 2008 et 2011 se distinguent fortement avec un RNB exceptionnellement moins dynamique en relation avec les pertes enregistrées par les filiales des banques suisses à l'étranger en 2008 et des effets de change en 2011.

Poids de la contribution extérieure
dans le PIB à prix courants

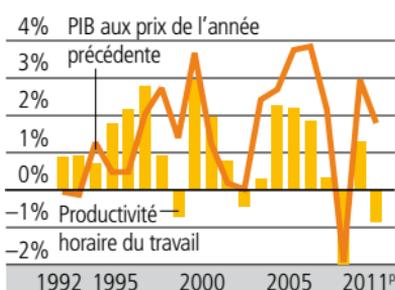


PIB et RNB à prix courants
en milliards de francs suisses



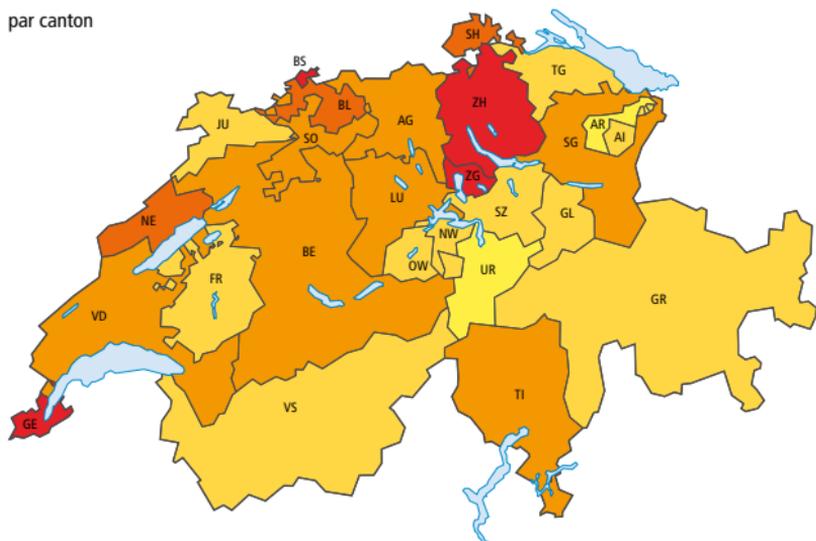
Une fois l'activité économique mesurée par le PIB connue, on peut s'intéresser à l'efficacité avec laquelle les ressources productives (travail et capital) sont utilisées. L'efficacité du travail est mesurée par sa productivité horaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par l'heure de travail.

Taux d'évolution annuel



Produit intérieur brut par habitant, en 2011

par canton



Produit intérieur brut par habitant à prix courants, en francs

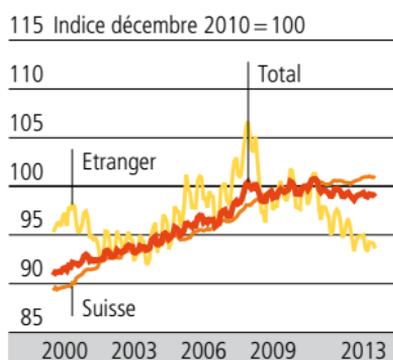


► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Economie nationale

Evolution des prix à la consommation variation des moyennes annuelles en %

	2009	2010	2011	2012	2013
Total	-0,5	0,7	0,2	-0,7	-0,2
Alimentation et boissons non-alcoolisées	-0,2	-1,1	-3,3	-1,0	1,2
Boissons alcoolisées et tabacs	2,7	1,2	1,7	1,1	1,3
Habillement et chaussures	2,4	1,1	1,4	-6,0	-3,7
Logement et énergie	-1,1	2,4	2,4	0,8	0,1
Équipement ménager et entretien courant	0,8	-0,4	-1,3	-1,9	-1,6
Santé	0,3	-0,2	-0,2	-0,3	-0,9
Transport	-3,3	2,4	1,1	-2,2	-0,9
Communications	-4,9	-1,4	0,1	-0,6	-2,3
Loisirs et culture	-0,6	-2,1	-3,3	-2,8	0,0
Enseignement	1,6	1,2	1,4	1,7	1,7
Restaurants et hôtels	1,7	0,8	1,5	0,7	0,7
Autres biens et services	0,5	1,3	0,2	0,1	0,6

Prix à la consommation selon la provenance des biens



Indice des prix à la production et à l'importation



Indices du niveau des prix en comparaison internationale, en 2012

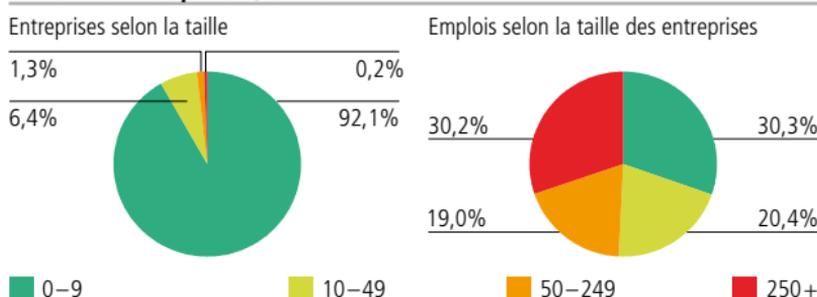
EU-28 = 100

	Suisse	Allemagne	France	Italie
Produit intérieur brut	154	103	112	100
Consommation individuelle effective	166	101	109	102
Alimentation et boissons non-alcoolisées	154	106	109	112
Boissons alcoolisées et tabacs	124	91	106	100
Habillement et chaussures	126	103	104	107
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	207	105	112	99
Ameublement, équipement ménager et entretien	127	97	111	102
Santé	209	98	115	110
Transport	115	104	102	97
Communications	124	82	110	106
Loisirs et culture	139	102	106	103
Enseignement	255	105	119	97
Hôtels, cafés et restaurants	157	101	103	106
Autres biens et services	154	98	110	101
Consommation collective effective	177	115	124	115
Formation brute de capital fixe	142	114	117	88
Machines et appareils	126	98	101	101
Construction	174	130	129	79
Logiciels	101	104	97	110

Plus de 99% des entreprises sont des PME

En Suisse, plus de 99% des entreprises sont des PME, c'est-à-dire des petites et moyennes entreprises avec moins de 250 emplois; La proportion de micro-entreprises en 2011 est plus élevée dans le secteur des services (93,2%) que dans le secondaire (82,5%). En conséquence, la taille moyenne des entreprises est plus petite dans le tertiaire (7 emplois) que dans le secondaire (12 emplois). Les PME représentent plus de deux tiers des emplois, les grandes entreprises un peu moins d'un tiers. Un peu moins d'un tiers des emplois (30%) se trouvent dans des micro-entreprises et un cinquième (20%) dans des entreprises comptant de 10 à 49 emplois. La part du secteur tertiaire dans le total des emplois se situait à 70,1% en 2011 (entreprises marchandes uniquement). Au total on dénombrait près de 165 000 emplois dans le secteur primaire, 1 090 600 dans le secondaire et 2 948 000 emplois dans le tertiaire. Les branches comptant le plus grand nombre d'emplois sont le commerce de détail (359 000) et les activités pour la santé humaine (337 000 emplois).

Taille des entreprises¹, en 2011



¹ Entreprises marchandes seulement. La taille des entreprises est mesurée en équivalents plein temps (les emplois à temps partiel sont convertis en emplois à plein temps)

Entreprises marchandes, nombre d'emplois par branche

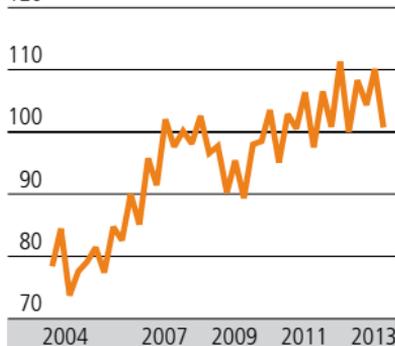
selon la NOGA 2008, en milliers	2011	
	Entreprises	Emplois
Total	549,6	4 202,9
Secteur primaire	57,8	164,7
Secteur secondaire	89,7	1 090,6
dont:		
Industries alimentaires et du tabac	3,4	88,5
Industries du textile et de l'habillement	2,9	17,5
Industries du bois et du papier; imprimerie	10,4	77,5
Industrie pharmaceutique	0,2	41,0
Fabrication de produits métalliques	8,3	106,9
Fabrication de produits informatiques et électroniques; horlogerie	2,3	112,0
Fabrication d'équipements électriques	0,9	38,8
Production et distribution d'énergie	0,7	29,5
Construction de bâtiments et génie civil	7,8	106,5
Secteur tertiaire	402,1	2 947,6
dont:		
Commerce de gros	24,4	229,5
Commerce de détail	38,9	359,0
Hébergement	5,6	76,8
Restauration	23,2	162,8
Programmation, conseil et autres activités informatiques	14,5	80,8
Activités des services financiers	5,6	143,7
Activités d'architecture et d'ingénierie	23,4	111,0
Activités de services administratifs et de soutien	20,7	267,2
Santé humaine et action sociale	53,8	484,8

Créations d'entreprises, en 2011

Divisions économiques (NOGA 2008)	Entreprises créées	Emplois créés	Emplois à plein temps créés	Emplois à temps partiel créés
Total	11 531	20 484	13 510	6 974
Secteur secondaire	1 976	4 088	3 253	835
Industrie et énergies	586	1 068	764	304
Construction	1 390	3 020	2 489	531
Secteur tertiaire	9 555	16 396	10 257	6 139
Commerce et réparations	2 073	3 444	2 101	1 343
Transports et entreposage	341	628	479	149
Hébergement et restauration	204	632	377	255
Information et communication	954	1 554	1 079	475
Activités financières et assurances	677	1 206	861	345
Activités immobilières et de services	1 244	2 390	1 346	1 044
Activités spécialisées et scientifiques	2 918	4 491	2 958	1 533
Enseignement	197	286	143	143
Santé et action sociale	378	814	369	445
Arts et activités récréatives	232	368	202	166
Autres activités de services	337	583	342	241

Production dans le secteur secondaire

Evolution indexée des résultats trimestriels, moyenne annuelle 2010=100



La production dans le secteur secondaire (sans la construction) a dans l'ensemble progressé de 34% entre 2004 et 2012. L'évolution de ce secteur dépend beaucoup de la conjoncture économique. La production a fortement augmenté dans les années 2005 à 2007 sous l'effet de la bonne conjoncture. Elle s'est amoindrie à fin 2008, suite à la crise financière mondiale. Mais la situation a commencé à s'améliorer en 2010, année où la production suisse a de nouveau atteint le niveau de l'indice de 2007.

Chiffres d'affaires du commerce de détail

Variation en % par rapport à l'année précédente

		2008	2009	2010	2011	2012
Total	nominal	4,6	-0,2	1,9	-1,2	1,0
	réel	3,5	0,4	3,2	1,2	3,4
dont:						
Alimentation, boissons, tabac et articles pour fumeurs	nominal	7,7	1,6	2,3	-0,5	1,7
	réel	4,5	1,4	3,1	2,1	2,4
Vêtements, chaussures	nominal	0,9	-1,6	2,0	-4,0	-2,3
	réel	-3,0	-4,1	0,9	-5,6	4,0
Carburants	nominal	9,8	-15,2	2,2	4,7	6,9
	réel	2,3	-2,9	-5,7	-1,4	2,5
Total hors carburants	nominal	4,3	0,7	1,9	-1,6	0,7
	réel	2,9	0,7	2,9	0,6	3,2

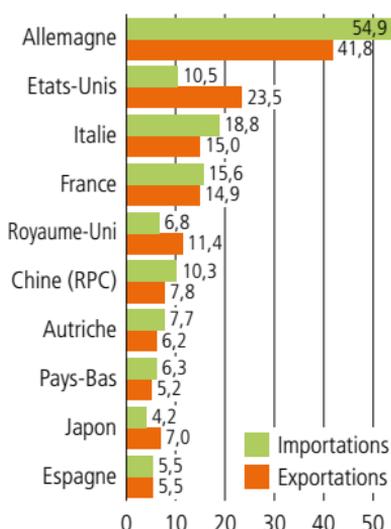
Coût du travail

Le coût du travail comprend l'ensemble des frais incombant aux employeurs pour l'emploi de leur main-d'œuvre; il représente en général la plus grande partie des coûts de production. En Suisse en 2010, il se répartit de la manière suivante: 83,7% reviennent aux salaires et traitements, 15,0% aux cotisations des employeurs aux assurances sociales et 1,3% aux coûts pour la formation professionnelle, le recrutement du personnel et les frais divers (total secteurs II et III).

Le coût du travail est un indicateur essentiel de l'attractivité d'une place économique. Il varie fortement d'un pays à l'autre. Une comparaison des entreprises de 10 employés et plus de l'industrie et des services marchands montre qu'avec des coûts horaires de 41,05 € (56,66 francs) en moyenne en 2010, la Suisse arrive en tête du classement devant le Danemark (38,44 €), la Belgique (37,70 €), la Suède (36,22 €) et la France (33,15 €).

Commerce extérieur: les principaux partenaires, en 2012

en milliards de francs



Le commerce extérieur représente une part importante du produit intérieur brut de la Suisse. En 2012 ses principaux partenaires commerciaux sont les pays industrialisés, qui ont absorbé 73,5% des exportations et ont fourni 83,3% des importations. L'UE occupe à cet égard une place essentielle (55,8% des exportations, 74,6% des importations).

Commerce extérieur: les principaux biens

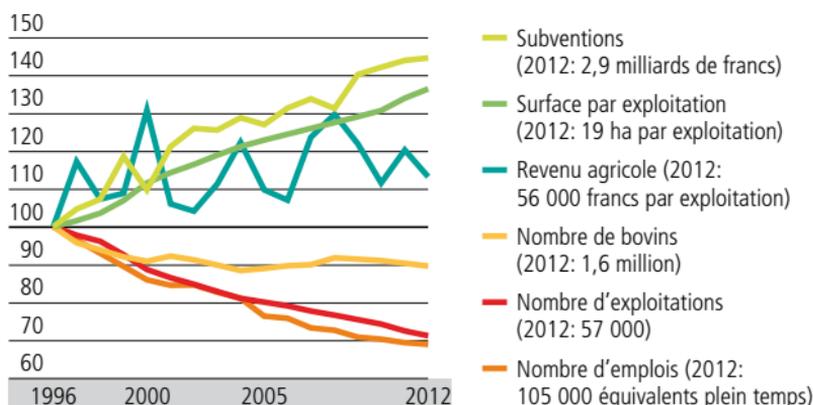
en millions de francs

	Importations			Exportations		
	1990	2011	2012	1990	2011	2012
Total	96 611	183 436	184 540	88 257	208 203	211 808
dont:						
Produits de l'agriculture et de la sylviculture	8 095	13 398	13 319	2 998	8 439	8 656
Textiles, habillement, chaussures	8 806	8 956	8 880	4 984	3 249	3 114
Produits chimiques	10 625	37 787	37 435	18 422	74 647	79 012
Métaux	9 025	14 379	14 715	7 537	13 034	11 933
Machines, électronique	19 794	31 438	30 680	25 527	36 889	33 307
Véhicules	10 230	16 581	16 838	1 485	4 672	5 095
Instruments, horlogerie	5 786	18 620	18 088	13 330	41 254	44 040

Les surfaces agricoles ainsi que les forêts et autres surfaces boisées occupent respectivement 36% et 31% du territoire suisse. Le paysage est donc largement façonné par l'agriculture et la sylviculture. Non seulement ces activités produisent des aliments, des matériaux de construction ou de l'énergie renouvelable, mais elles sont aussi importantes pour le maintien d'une activité économique décentralisée, pour la protection de la diversité paysagère et la biodiversité. En 2012, la part cumulée de ces deux branches à la valeur ajoutée brute de l'économie suisse était de 0,7%.

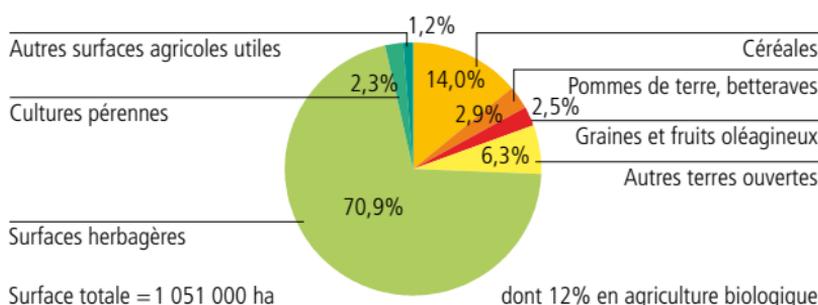
Quelques indicateurs-clés de l'agriculture

Indice 1996=100



Utilisation de la surface agricole utile, en 2012

sans les alpages



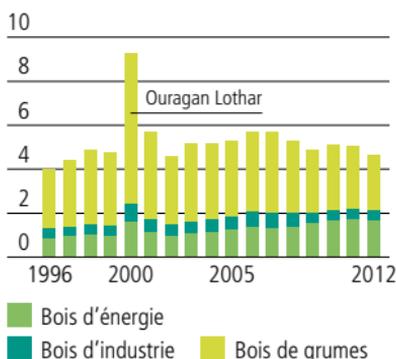
Valeur de production¹ de l'agriculture, en 2013

Produit	en %
Produits végétaux	40,1
Céréales	3,5
Plantes fourragères	8,8
Produits maraîchers et horticoles	13,6
Fruits et raisin	5,4
Vins	4,4
Autres produits végétaux	4,4
Animaux et produits animaux	49,2
Bovins	12,6
Porcins	10,1
Lait	20,8
Autres animaux et produits animaux	5,6
Services agricoles	6,8
Activités secondaires non agricoles	3,9

¹ Valeur totale = 10,1 milliards de francs

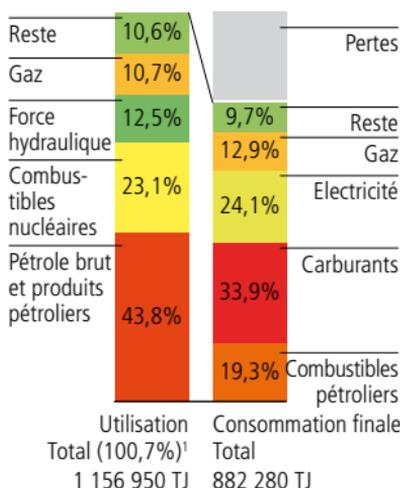
Récolte de bois

en millions de m³



► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Agriculture, sylviculture

Utilisation totale et consommation finale d'énergie, en 2012



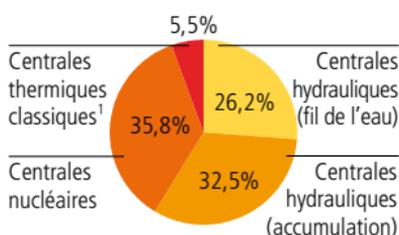
¹ Y.c. le solde exportateur d'électricité (0,7%)

Consommation en hausse

La consommation d'énergie finale est étroitement liée à l'évolution économique et démographique. Toute croissance de la population, de la production, de la consommation, de la dimension des logements, du poids des véhicules à moteur, etc. se traduit par une utilisation accrue d'énergie, à moins d'être compensée par une meilleure efficacité énergétique. Les transports, qui absorbent plus d'un tiers de l'énergie finale, constituent la catégorie de consommateurs la plus importante.

Deux tiers de la consommation finale d'énergie sont couverts par les combustibles fossiles: 20,8% proviennent d'énergies renouvelables, principalement de l'énergie hydraulique.

Production d'électricité par catégorie de centrale, en 2012



Total: 68,0 milliards kWh

¹ Y.c. centrales chaleur-force et diverses énergies renouvelables

Energies renouvelables, en 2012

Part de la consommation finale en %

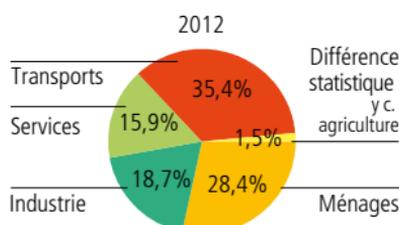
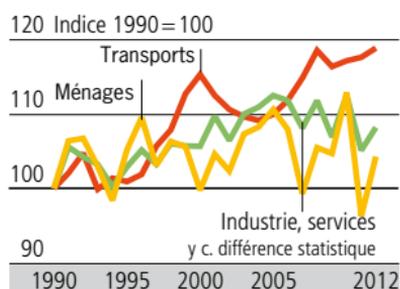
Total	en %
Total	20,80
Force hydraulique	13,00
Energie solaire	0,33
Chaleur ambiante	1,38
Energie de la biomasse (bois et biogaz)	4,46
Energie éolienne	0,03
Part renouvelable des déchets	1,29
Energie fournie par les stations d'épuration des eaux	0,21
Carburants biogènes	0,10

Consommation finale d'énergie

en milliers de TJ



Consommation finale d'énergie par catégories de consommateurs



► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Energie

► www.ofen.admin.ch (Office fédéral de l'énergie) → Thèmes → Statistiques de l'énergie

Dépenses dans la construction		en millions de francs, aux prix de 2000				
	1980	1990	2000	2010	2012	
Total	34 198	47 588	43 708	49 240	51 926	
Dépenses publiques	11 389	14 507	15 983	15 958	17 012	
Génie civil	6 791	7 740	10 060	9 649	10 169	
dont routes	...	...	5 221	4 739	4 662
Bâtiment	4 599	6 767	5 923	6 309	6 843	
Autres dépenses	22 809	33 081	27 725	33 281	34 914	
dont logements	...	...	17 147	22 995	24 008

Construction de logements

	1980	1990	2000	2010	2012
Nouveaux bâtiments	20 806	16 162	16 962	14 736	14 375
dont maisons individuelles	16 963	11 200	13 768	9 387	9 029
Nouveaux logements	40 876	39 984	32 214	43 632	45 157
d'une pièce	2 122	2 010	528	725	911
de 2 pièces	4 598	5 248	1 779	3 913	5 530
de 3 pièces	7 094	8 937	4 630	10 608	11 719
de 4 pièces	11 557	12 487	10 783	15 438	15 038
de 5 pièces ou plus	15 505	11 302	14 494	12 948	11 959

Parc de logements

	1980	1990	2000	2010	2012
Effectif	2 702 656	3 140 353	3 574 988	4 079 060 ²	4 177 521
dont vacants en %	0,74	0,55 ¹	1,26 ¹	0,94 ¹	0,96 ¹

1 Au 1^{er} juin de l'année suivante

2 Depuis 2009, le nombre de logements est tiré de la statistique des bâtiments et des logements (StatBL)

Vers un essor de la maison individuelle

De 1970 à 2012, la part des maisons individuelles dans le parc immobilier est passée de 40% à 58%. Celles-ci représentent en 2012 63% des bâtiments d'habitation nouvellement construits. Pourtant, la politique d'aménagement du territoire ne favorise pas cet essor, pas plus que la raréfaction des terrains à bâtir.

Augmentation constante du taux de propriété depuis 1970

A fin 2011, sur l'ensemble de la Suisse, 36,8% des ménages, soit 1 282 273 ménages, sont propriétaires du logement qu'ils occupent. Depuis 1970, ce taux est en augmentation constante (1970: 28,5%; 1980: 30,1%; 1990: 31,3%; 2000: 34,6%). C'est dans la catégorie de la propriété par étage que cette croissance est la plus forte (+61%), passant de 237 700 ménages en 2000 à 383 100. Toutefois, les ménages possédant la maison dans laquelle se trouve leur logement représente toujours la majorité des propriétaires (2000: 809 700; 2011: 899 200).

Statut d'occupation des logements occupés, en 2011



Les logements dont le statut d'occupation est inconnu, ne sont pas représentés dans ce graphique.

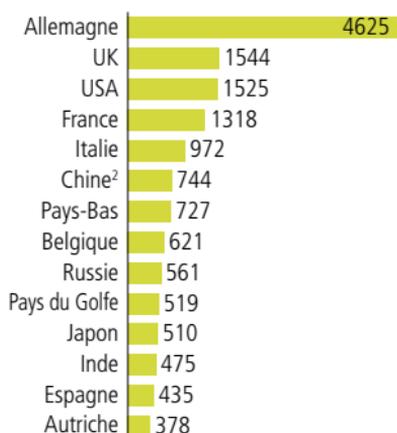
► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Construction, logement

Principaux indicateurs du tourisme

	2010	2011	2012
Offre (lits)¹			
Hôtels et établissements de cure	275 193	273 969	271 168
Demande: arrivées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	16 203	16 229	16 298
Terrains de camping	932	907	917
Auberges de jeunesse	471	453	459
Demande: nuitées en milliers			
Hôtels et établissements de cure	36 208	35 486	34 766
Hôtes de l'étranger en %	56	56	55
Terrains de camping	3 281	3 057	2 964
Hôtes de l'étranger en %	47	44	41
Auberges de jeunesse	939	905	917
Hôtes de l'étranger en %	42	42	41
Durée de séjour nuits			
Hôtels et établissements de cure	2,2	2,2	2,1
Terrains de camping	3,5	3,4	3,2
Auberges de jeunesse	2,0	2,0	2,0
Taux brut d'occupation des hôtels et établis. de cure			
en % des lits recensés ¹	36,0	35,5	35,0
Balance touristique en millions de francs			
Recettes générées par les hôtes étrangers en Suisse	15 356	15 185	14 983 ^P
Dépenses des Suisses à l'étranger	11 644	12 128	12 942 ^P
Solde	3 712	3 058	2 042 ^P

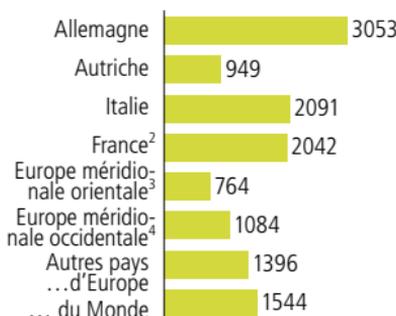
¹ Total des lits recensés dans les établissements (ouverts ou temporairement fermés) en moyenne annuelle

Nuitées effectuées par les hôtes de l'étranger en Suisse¹, en 2012



¹ en milliers, sans la parahôtellerie
² sans Hongkong

Destinations de voyage à l'étranger des Suisses¹, en 2012



¹ Population résidante permanente, voyages à l'étranger avec nuitées en milliers; total: 12,9 millions
² Inclus les départements d'Outre-mer et Monaco
³ Grèce, Turquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Albanie, Slovénie, Monténégro, Kosovo, Roumanie, Bulgarie, Macédoine
⁴ Espagne, Portugal, Andorre, Gibraltar

Comportement en matière de voyages

86,5% des personnes dès 6 ans vivant en Suisse ont accompli en 2012 au moins un voyage privé avec nuitées. Plus précisément, chaque personne a entrepris en moyenne 2,8 voyages avec nuitées et 9,9 voyages d'une journée. Plus de la moitié (55%) des voyages avec nuitées étaient des voyages de longue durée (4 nuitées et plus). Les voyages à l'étranger ont représenté 64% des voyages avec nuitées et 12% des voyages d'un jour.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Tourisme

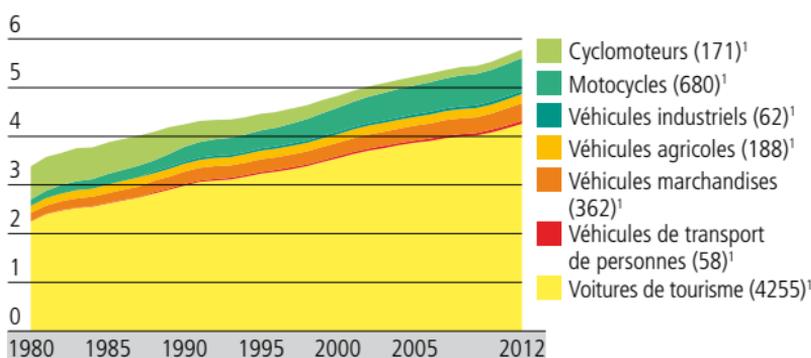
Infrastructures

Près d'un tiers des surfaces d'habitat et d'infrastructure est consacré aux transports (selon la statistique de la superficie 2004/09).

En 2012, le réseau routier totalisait 1809 km de routes nationales (dont 1419 km d'autoroutes) et 18 013 km de routes cantonales, à quoi s'ajoutent 51 697 km de routes communales (état en 1984). La longueur totale du réseau ferroviaire s'étendait à 5124 km en 2010.

Parc de véhicules à moteur

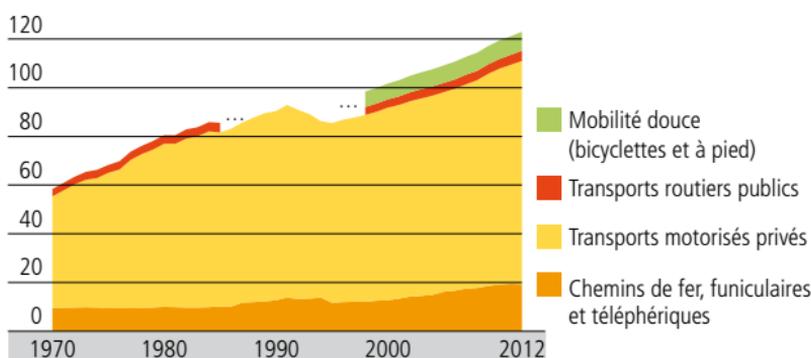
en millions



1 Entre parenthèses: parc 2012, en milliers

Prestations du transport de personnes

en milliards de personnes-kilomètres par an



Mobilité journalière, en 2010

Moyenne par personne et par jour¹

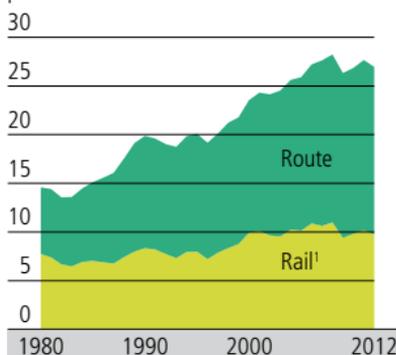
	Distance en km	Durée en min. ²		Distance en km	Durée en min. ²
Total	36,7	83,4	Moyens de transport		
Motifs de déplacement			Marche	2,0	31,4
Travail et formation	10,9	20,5	Bicyclette	0,8	3,8
Achats	4,7	11,8	Cyclomoteur	0,0	0,2
Services et accompagnement	1,8	3,1	Motocycle	0,5	0,9
Déplacements professionnels	2,5	3,9	Voiture	23,8	33,2
Loisirs	14,7	40,5	Bus/Tram	1,4	4,8
Autres	2,1	3,6	Car postal	0,1	0,3
			Train	7,1	6,4
			Autres	0,9	2,4

1 Mobilité journalière en Suisse de la population résidente permanente âgée de 6 ans ou plus

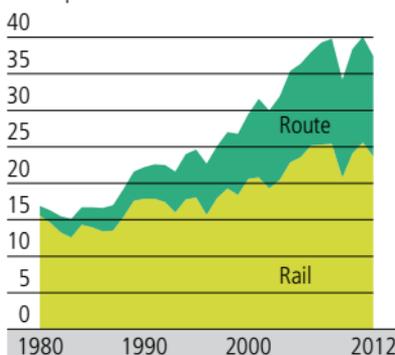
2 Temps de trajet: sans les temps d'attente et de correspondance

Transports de marchandises

Total, en milliards de tonnes-kilomètres par an



A travers les Alpes, en millions de tonnes nettes par an

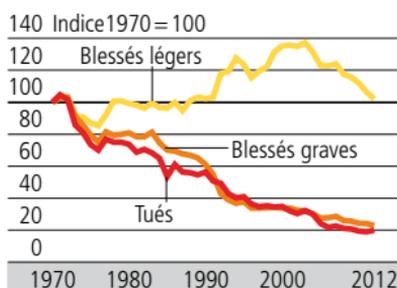


1 Tonnes-kilomètres nettes, sans le poids des véhicules, des remorques, des conteneurs et des caisses mobiles dans le transport combiné

Victimes par mode de transport, en 2012

Trafic routier	
Tués	339
Blessés graves	4 202
Blessés légers	18 016
Trafic ferroviaire	
Personnes tuées	28
Aviation civile	
Tués en Suisse	16

Victimes d'accidents de la route

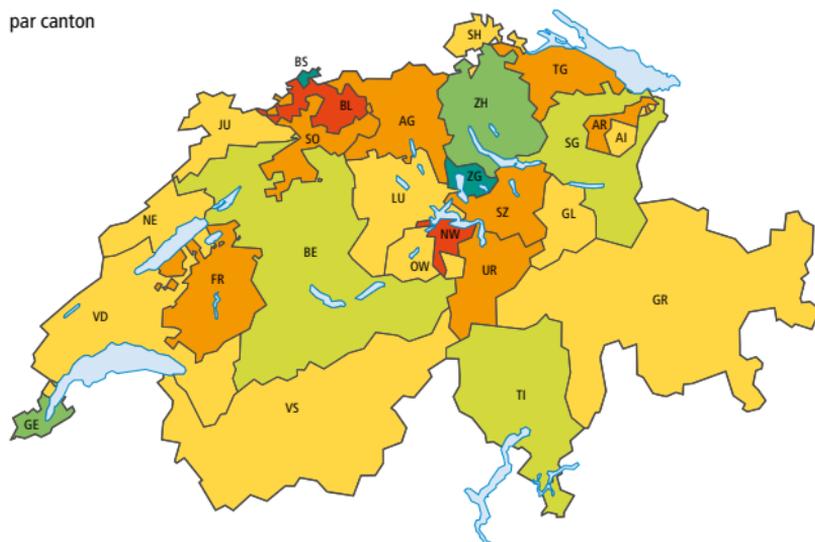


Les déplacements pendulaires

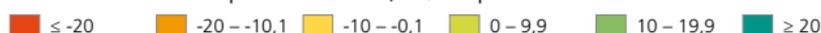
En 2011, 9 personnes actives occupées sur 10 étaient des pendulaires, autrement dit des personnes qui quittent leur logement pour se rendre au travail. 69% des pendulaires travaillaient en dehors de leur commune de domicile et pas moins de 19% en dehors de leur canton de domicile. C'est le canton de Bâle-Ville qui est le «canton de travail» le plus typique: il présentait en 2011 de loin le solde pendulaire le plus positif en termes relatifs, avec +52%.

Solde relatif de pendulaires des cantons, en 2011

par canton



Pendulaires entrants moins pendulaires sortants, en % des pendulaires habitant dans le canton



► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Mobilité et transports



	Année	Suisse	Allemagne	Grèce	Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Autriche	Suède	Roy-Uni	UE-27
Habitants (début de l'année) en milliers	2013 ⁴	8 039	82 021	11 063	46 704	65 633	59 685	16 780	8 452	9 556	63 896	502 965
Habitants par km ²	2011 ⁴	198	229	86	92	103	202	495	102	23	...	117
Pourcentage des moins de 20 ans	2013 ⁴	20,4	18,1	19,6	19,8	24,7	18,7	23,1	20,1	22,8	23,7	21,0
Pourcentage des plus de 64 ans	2013 ⁴	17,4	20,7	20,1	17,7	17,5	21,2	16,8	18,1	19,1	17,2	18,2
Population étrangère, en % de la population	2012 ⁴	22,8	9,1	8,8	11,2	5,9	8,1	4,2	11,3	6,8	7,6	4,1
Naissances vivantes pour 1000 habitants	2012	10,3	8,2	9,0	9,7	...	...	10,5	9,4	11,9	...	...
Naissances hors mariage en %	2012	20,2	34,5	7,6	35,5	...	...	46,6	41,5	54,5	...	...
Espérance de vie ¹ des femmes en années	2011	85,0	83,2	83,6	85,6	85,7	85,3	83,1	83,8	83,8	83,0	...
Espérance de vie ¹ des hommes en années	2011	80,5	78,4	78,0	79,5	78,7	80,1	79,4	78,3	79,9	79,0	...
Surface totale en km ²	2009 ⁵	41 285	357 113	120 168	493 501	548 763	301 392	37 357	83 920	449 159	244 436	...
Surface agricole en % de la surface totale	2009 ⁵	36,9	51,7	35,4	52,9	54,2	51,4	55,0	38,2	8,1	65,1	...
Surface forestière en % de la surface totale	2009 ⁵	30,8	33,9	33,4	31,9	31,7	33,2	11,9	47,0	66,0	14,8	...
Emissions de gaz à effet de serre en équivalent CO ₂ (t par habitant)	2011 ⁵	6,9	11,7	10,5	7,8	7,7	8,4	12,2	10,1	6,7	9,2	9,4
Taux d'actifs occupés	2012	79,4	72,8	51,3	55,4	63,9	56,8	75,1	72,5	73,8	70,1	64,2
Taux de femmes actives occupées	2012	73,6	68,0	41,9	50,6	60,0	47,1	70,4	67,3	71,8	65,1	58,6
Taux d'hommes actifs occupés	2012	85,2	77,6	60,6	60,2	68,0	66,5	79,7	77,8	75,6	75,2	69,8
Taux de chômage au sens du BIT (15–74)	2012	4,2	5,5	24,3	25,0	10,2	10,7	5,3	4,3	8,0	7,9	10,5
Femmes	2012	4,5	5,2	28,1	25,4	10,4	11,9	5,2	4,3	7,7	7,4	10,5
Hommes	2012	3,9	5,7	21,4	24,7	10,1	9,9	5,3	4,4	8,2	8,3	10,4
15–24 ans	2012	8,4	8,1	55,3	53,2	24,7	35,3	9,5	8,7	23,7	21,0	22,9
Chômeurs de longue durée au sens du BIT (15–74)	2012	31,8	45,5	59,3	44,5	40,3	53,0	34,0	24,8	18,9	34,8	44,4
Produit intérieur brut, par habitant, en SPA ²	2012	40 800	31 300	19 200	24 400	27 500	25 200	32 800	33 300	32 700	28 300	25 600
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	2012	-0,7	2,1	1,0	2,4	2,2	3,3	2,8	2,6	0,9	2,8	2,6
Consommation brute d'énergie, en tonnes d'équivalent de pétrole brut par habitant	2011 ⁵	3,4	3,9	2,5	2,7	4,0	2,9	4,9	4,0	5,2	3,1	3,4
Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie brute en %	2011 ⁵	17,1	12,3	11,6	15,1	11,5	11,5	4,3	30,9	46,8	3,8	13,0
Lits dans les hôtels et établissements de cure pour 1000 habitants	2011	34,1	22,4	69,3	39,7	19,1	37,9	13,5	70,7	24,1	24,7	25,8
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	2011 ⁵	523	517	...	482	...	610	470	535	464	...	...
Accidents de la route: tués par mio. d'habitants	2008 ⁵	46	54	139	68	67	79	41	81	43	43	78
Longueur du réseau routier en km	2009 ⁵	71 454	...	...	165 417	1 041 173	249 044	...	110 206	146 875	419 675	...
Dépenses de protection sociale en % du PIB	2011	24,2	28,3	28,9	25,6	31,9	28,4	30,5	28,7	29,0	26,3	27,8
Médecins pratiquant pour 100 000 habitants	2010 ⁵	61	157	30	75	159	...	...	158	...	80	...
Coûts du système de santé en % du PIB	2011	6,8	9,4	7,5	7,0	9,1	7,1	10,9	7,2	7,5	8,3	8,2
Mortalité infantile ³	2011	3,8	3,6	3,4	3,1	3,5	3,2	3,6	3,6	2,1	4,2	3,9
Jeunes (18–24) sans formation post-obligatoire en %	2012	30,7	37,5	20,1	42,1	20,8	34,0	30,3	25,6	27,8	18,6	29,1
Personnes (25–64) avec une formation achevée la plus élevée: degré tertiaire en %	2012	36,6	28,1	26,1	32,3	30,8	15,7	32,9	20,0	35,7	38,6	27,7
Dépenses publiques pour l'éducation % du PIB	2011	5,6	5,1	...	5,0	5,9	4,7	5,9	6,0	7,3	5,7	5,4
Risque de pauvreté en %	2012	8,5	7,7	15,1	12,3	8,0	11,1	4,6	8,2	6,7	8,8	9,1
Revenu médian équivalent net en SPA ²	2012	24 564	18 992	9 894	12 319	18 698	15 350	19 007	20 499	19 453	17 636	...
Part des coûts du logement relative aux revenus des ménages en %	2012	24,8	27,9	37,0	21,6	17,9	16,6	29,2	18,9	23,0	19,8	22,3

1 A la naissance

3 Enfants décédés dans leur première année de vie pour 1000 naissances vivantes

4 Au 1^{er} janvier
5 Au 31 décembre► www.statistique.admin.ch → Le Monde

Bilans et bénéfices des banques à la fin de 2012

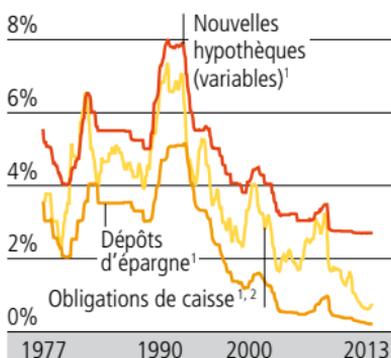
Catégories	Nombre d'établissements		Bilan		Bénéfice ann.	Perte ann.	
	1990	2012	en mio. de fr.		en mio. de fr.	en mio. de fr.	
Total	625	297	2 778	279	-0,5	7 089	6 903
Banques cantonales	29	24	482	278	7,3	2 369	–
Grandes banques	4	2	1 364	750	-7,0	183	–
Banques régionales, caisses d'épargne	204	66	104	307	3,2	397	–
Banques Raiffeisen	2	1	164	670	5,6	605	–
Autres banques	218	163	506	384	-0,4	3 071	168
Filiales de banques étrangères	16	28	94	121	65,7	239	79
Banques privées	22	13	61	768	13,5	225	11

1 Variation totale en % par rapport à l'année précédente

Structure du bilan des banques, en 2012

Actifs	in %
Total	100
dont étranger	46,3
Liquidités	12,3
Créances résultant de papiers monétaires	2,0
Créances sur les banques	17,9
Créances envers clients	20,1
Créances hypothécaires	30,5
Portefeuilles de titres destinés au négoce	6,0
Placements financiers	4,7
Participations	2,2
Immobilisations	0,8
Autres	3,4
Passifs	
Total	100
dont étranger	50,9
Engagements résultant de papiers monétaires	2,2
Engagements envers les banques	16,9
Fonds de la clientèle	69,5
Engagements sous forme d'épargne et de placement	19,0
Autres engagements à vue	26,1
Autres engagements à terme	10,4
Obligations de caisse	1,1
Prêts sur lettres de gage et emprunts	12,9
Fonds propres	5,5
Autres	6,0

Taux d'intérêt



1 Jusqu'en 2007, valeur moyenne de toutes les banques cantonales; dès 2008, valeur moyenne de 60 établissements (y compris les banques cantonales)

2 Jusqu'en 2007, pour une période de 3 à 8 ans; dès 2008, pour une période de 5 ans

Cours des devises en Suisse¹

	2008	2010	2012
\$ 1	1,083	1,042	0,938
¥ 100	1,052	1,188	1,176
€ 1	1,587	1,381	1,205
£ 1	1,997	1,609	1,486

1 Cours d'achat des banques, moyenne annuelle

Assurances privées, en 2011

en millions de francs

Branche d'assurance	Recettes ¹	Dépenses ¹
Total	103 408	80 395
Assurance-vie	32 686	29 241
Assurance-accidents/ dommages	45 370	28 901
Réassurance	25 352	22 253

1 A l'intérieur et à l'extérieur du pays

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Banques, assurances

► www.snb.ch/fr (Banque nationale suisse)

► www.finma.ch (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers) → assurances privées

Les trois niveaux du système de protection sociale

Le système suisse de protection sociale est structuré en trois niveaux:

- Le premier niveau est formé par la garantie individuelle du niveau de vie et par les prestations publiques de base. Celles-ci sont accessibles à tous et comportent le système éducatif, le système judiciaire ainsi que la sécurité publique.
- Le deuxième niveau comprend toutes les assurances sociales et vise à couvrir des risques comme la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage et la maternité.
- Enfin, le troisième niveau englobe toutes les prestations sociales sous condition de ressources. Ces prestations sociales sous condition de ressources forment le dernier maillon dans notre système de protection sociale. On ne peut y recourir que lorsque des prestations d'autres assurances sociales ne sont pas disponibles ou qu'elles sont épuisées. En outre, de telles prestations présupposent une situation de besoin. Elles ne sont accordées qu'à des personnes se trouvant dans une situation économique difficile.

En amont de l'aide sociale, il existe d'autres prestations sous condition de ressources (niveau 3) visant à prévenir la dépendance à l'aide sociale. Ces dernières sont différenciées entre les aides garantissant l'accès au service public (par ex. bourses d'études ou aide juridique gratuite) et les prestations qui complètent soit les versements des assurances sociales lorsque celles-ci sont insuffisantes ou épuisées soit les assurances privées insuffisantes.

Dépenses totales pour la protection sociale

En 2011, les dépenses totales de la protection sociale se sont élevées à 156 milliards de francs. Sur ce montant, 142 milliards de francs ont été investis dans les prestations sociales proprement dites. Environ 80% de ces dernières sont accordées dans le cadre des assurances sociales (donc le deuxième niveau du système de protection sociale).

Protection sociale: dépenses et recettes

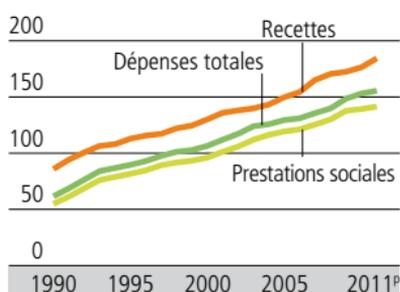
en milliards de francs sans doubles comptages

	1990	1995	2000	2010	2011 ^P
Dépenses totales	61,8	89,7	106,5	153,3	155,5
dont prestations sociales	55,0	81,7	96,3	139,4	141,7
Recettes	86,2	113,0	130,2	176,6	184,5
Taux de dépenses sociales ¹	18,2	23,4	24,6	26,7	26,5

¹ Dépenses totales par rapport au PIB

Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs



Prestations sociales par fonction, en 2011^P

	en %
Vieillesse	44,7
Maladie/soins de santé	28,1
Invalidité	10,9
Survie	4,5
Famille/enfants	5,3
Chômage	3,1
Exclusion sociale	2,9
Logement	0,5

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

La répartition des prestations sociales entre les différents risques et besoins (fonctions des prestations sociales) est très inégale: la vieillesse, la maladie et l'invalidité absorbent ensemble plus de quatre cinquième des prestations sociales.

Assurances sociales: bénéficiaires, en 2012

en milliers

AVS: rentes vieillesse	2 088,4	PP ² : rentes d'invalidité	132,1
AVS: rentes complémentaires	61,3	PP ² : autres rentes	69,0
AVS: rentes survivants	165,7	AI: rentes d'invalidité	271,0
PC à l'AV ¹	181,5	AI: rentes complémentaires	87,8
PC à l'AS ¹	3,5	PC à l'AI	110,2
PP ² : rentes vieillesse	621,8	AA ³ : rentes survivants	21,5
PP ² : rentes de veufs/veuves	180,0	AA ³ : rentes d'invalidité	84,4
		AC ⁴	279,0

1 Prestations compl. à l'assurance-vieillesse/assurance-survivants

2 Prévoyance professionnelle (chiffres 2011)

3 Assurance-accidents

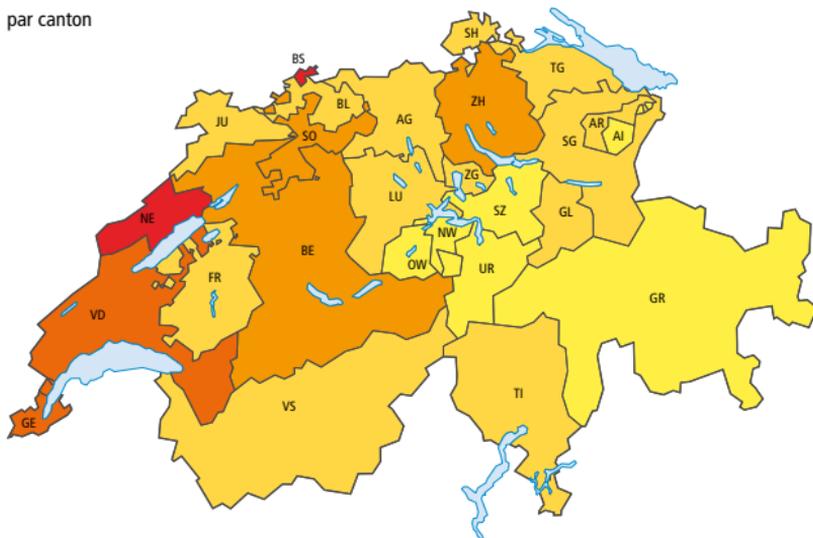
4 Assurance-chômage

Assurance-maladie

Les primes cantonales moyennes annuelles par assuré dans l'assurance-maladie obligatoire ont passé de 1917 à 3005 francs entre 2001 et 2011. En 2011, la prime annuelle moyenne se montait à 3563 francs par année pour les adultes, à 2952 francs pour les jeunes adultes et à 918 francs pour les enfants. On observe cependant ici d'importantes disparités entre les cantons. En 2011, cette prime atteint en moyenne 4213 francs dans le canton de Bâle-Ville et 2101 francs dans celui d'Appenzell Rhodes-Intérieures.

Taux d'aide sociale, en 2012

par canton



Part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population résidente, en %

< 1,5
 1,5 – 2,9
 3,0 – 4,4
 4,5 – 5,9
 ≥ 6,0
 CH: 3,1

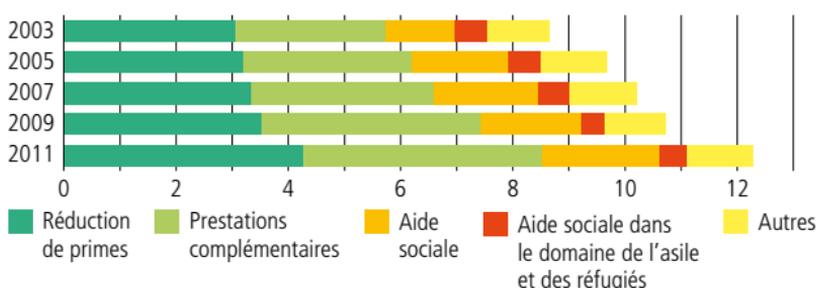
Des dépenses en progression

En 2011, les prestations sociales sous condition de ressources ont coûté 12,3 milliards de francs nets en Suisse, soit environ 682 millions de francs de plus qu'en 2010 (+5,9%). Ces dépenses sont imputables pour un tiers aux prestations complémentaires à l'AVS/AI (4,3 milliards de francs) et pour un tiers à des réductions de primes de l'assurance-maladie obligatoire (4,3 milliards de francs). Arrivent ensuite les dépenses de l'aide sociale au sens strict, d'un montant net de 2,1 milliard de francs. Au total, les dépenses de l'aide sociale ont progressé de 6,2% en termes nominaux par rapport à l'année précédente.

Les dépenses moyennes par bénéficiaire de l'aide sociale ont augmenté de 3,9% de 2010 à 2011, passant de 8430 francs à 8762 francs.

Les prestations sociales sous condition de ressources sont financées principalement par les cantons. En 2011, ces derniers ont pris en charge 45,1% des dépenses nettes de l'aide sociale; la Confédération en a financé 31,6% (réductions de primes de l'assurance-maladie obligatoire, PC et aide sociale dans le domaine de l'asile et des réfugiés, etc.) et les communes 23,0%.

Dépenses nettes pour les prestations sociales sous condition de ressources en milliards de francs (prix courants)



Aide sociale

250 333 personnes, soit 3,1% de l'ensemble de la population, ont perçu une aide sociale en 2012. On observe des disparités importantes entre régions: les grandes villes et celles de taille moyenne présentent les taux les plus élevés. Dans les grands centres urbains, les types de population dépendant le plus fortement de l'aide sociale, comme les familles monoparentales, les personnes de nationalité étrangère ou les chômeurs sont surreprésentés. Le risque de dépendre de l'aide sociale varie beaucoup selon l'âge, la structure familiale et la nationalité des personnes.

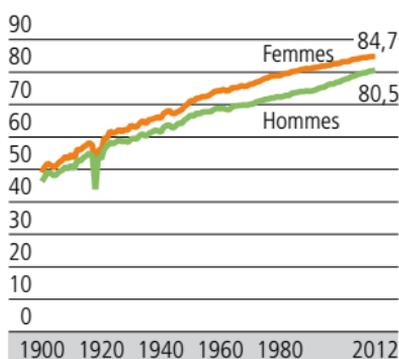
Le taux d'aide sociale est le plus élevé chez les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. De manière générale, il tend à diminuer avec l'âge. Il est le plus faible (0,2%) chez les personnes de 65 ans et plus, qui sont soutenues par des assurances sociales telles que l'AVS et/ou les prestations complémentaires.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Protection sociale

Taux d'aide sociale, en 2012 en %

	en %
Total	3,1
Classes d'âge	
0–17 ans	5,1
18–25 ans	3,9
26–35 ans	3,8
36–45 ans	3,5
46–55 ans	3,2
56–64 ans	2,4
65–79 ans	0,2
80 ans et plus	0,3
Personnes de nationalité suisse	
Hommes	2,3
Femmes	2,1
Personnes de nationalité étrangère	
Hommes	6,0
Femmes	6,6

Espérance de vie



L'espérance de vie a augmenté de manière exceptionnelle au cours du siècle dernier. Cette progression est due principalement au recul de la mortalité infantile et post-infantile. L'augmentation de l'espérance de vie s'est poursuivie ces dernières années: chez les femmes, elle a augmenté de 3,5 an depuis 1991, chez les hommes de 6,4 ans (2012). Ces derniers

décèdent plus souvent prématurément (avant leur 70^e anniversaire), généralement des suites de cardiopathies ischémiques, d'accidents ou d'actes de violence et de cancers des poumons.

Etat de santé auto-évalué en 2012

En 2012, 84% des hommes et 81% des femmes considéraient être en bonne, voire en très bonne santé; seuls 4% des hommes et des femmes se disant en mauvaise ou en très mauvaise santé. Il n'est cependant pas rare que des problèmes physiques ou psychiques passagers entravent la vie professionnelle et quotidienne. En moyenne, une personne a été absente de son travail ou n'a pas pu exercer son activité habituelle durant 13 jours en 2012 à cause d'un problème de santé.

Maladies infectieuses¹, en 2012

Infections gastro-intestinales graves	9 842
Méningite	46
Hépatite B	72
Tuberculose	486
SIDA	58

¹ Nouveaux cas

Accidents, en 2012

	Hommes	Femmes
Professionnels	206 262	63 346
Non professionnels	309 814	197 190

Handicapés¹, en 2012

Degré d'invalidité	Hommes	Femmes
40–49%	5 927	6 852
50–59%	18 177	18 440
60–69%	8 478	7 366
70–100%	92 959	76 628

¹ Bénéficiaires de rentes AI

Causes de décès, en 2011

	Décès		Taux de mortalité ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes les causes	30 094	31 997	565,0	370,0
dont:				
Maladies infectieuses	376	399	7,2	4,8
Tumeurs malignes	9 202	7 258	176,0	109,0
Appareil circulatoire	9 468	11 494	170,0	110,0
Cardiopathies ischémiques	4 142	3 561	75,2	34,2
Maladies cérébro-vasculaires	1 418	2 216	24,9	22,1
Appareil respiratoire, toute formes	1 969	1 764	34,8	18,9
Accidents et traumatismes	2 141	1 499	45,3	20,6
Accidents, toutes formes	1 289	1 148	26,2	13,4
Suicides	757	277	17,0	5,8

¹ pour 100 000 habitants (standardisé par âge)

Mortalité infantile

	1970	1980	1990	2000	2010	2012
pour 1000 enfants nés vivants	15,1	9,1	6,8	4,9	3,8	3,6

Consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en 2012

La consommation de drogues illégales est surtout le fait d'adolescents et de jeunes adultes. En 2012, environ 11% des 15 à 39 ans consommaient du cannabis. La consommation de tabac et d'alcool représente un problème de santé publique beaucoup plus important: la population comptait en 2012 quelque 28% de fumeurs, soit 24% des femmes et 32% des hommes. Ces parts ont légèrement baissé depuis 1992, mais elles sont restées stables depuis la dernière enquête sur la santé, en 2007. La part des personnes consommant quotidiennement de l'alcool a reculé à 13% en 2012 (1992: 20%). 17% des hommes et 9% des femmes consomment de l'alcool quotidiennement.

Prestations, en 2012 en %¹

	en % ¹	
	Hommes	Femmes
Ont consulté un médecin	70,9	85,7
Ont séjourné à l'hôpital	10,2	13,1
Aide et soins à domicile	1,3	4,2

1 Population de 15 ans et plus

Médecins et dentistes

pour 100 000 habitants

	1990	2012
Médecins ayant un cabinet ¹	153	210
Dentistes	48	52

1 Dès 2008, médecins avec activité principale dans le secteur ambulatoire

Taux d'hospitalisation dans les hôpitaux de soins aigus, en 2012 en %¹

	Total	Hommes	Femmes
15-59 ans	10,5	8,7	12,4
60-79 ans	25,3	27,8	23,1
80+ ans	46,7	52,4	43,6

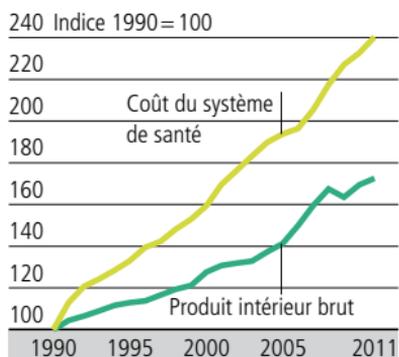
1 du groupe de population concerné

Institutions médico-sociales

en milliers

	2007	2012
Nombre de clients: total	183,5	195,9
dont:		
Clients ≥ 80 ans	101,8	109,5
Hommes	25,9	28,3
Femmes	75,8	81,2

Coûts de la santé



En 2011, les dépenses pour la santé ont représenté 11,0% du produit intérieur brut, contre 7,9% en 1990. La progression est due dans une large mesure au développement de l'offre (extension des prestations, spécialisation croissante, progrès techniques, amélioration du confort, etc.). Ces causes sont plus importantes que le vieillissement de la population.

en millions de francs 2001 2011

Total	45 573	64 574
Soins en milieu hospitalier	21 248	29 138
Soins ambulatoires	13 691	21 455
dont:		
médecins	6 476	9 277
dentistes	2 930	3 827
Aide et soins à domicile	936	1 734
Services auxiliaires ¹	1 471	2 167
Biens de santé ²	5 830	7 334
dont:		
par les pharmacies	3 399	4 204
par les médecins	1 496	1 849
Prévention	1 063	1 443
Administration	2 270	3 037

1 P. ex. examens en laboratoire, radiologie, transport

2 Médicaments et appareils thérapeutiques

Vers un espace suisse de la formation

Le système éducatif suisse est fortement marqué par le fédéralisme. La diversité des systèmes de formation se traduit surtout au niveau de la scolarité obligatoire: selon le canton, on compte, dans le degré secondaire I, deux, trois ou quatre filières d'enseignement aux exigences différentes.

Par ailleurs, le système suisse de formation évolue: avec la réalisation du concordat HarmoS (accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire) dans quinze cantons, la scolarité obligatoire a passé de neuf à onze ans. Au-delà des réformes de la scolarité obligatoire, les structures existantes au niveau national ont été revues au cours des deux dernières décennies (introduction de la maturité professionnelle, création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques, mise en œuvre de la réforme de Bologne). Ces réformes répondent à une demande de formation croissante.

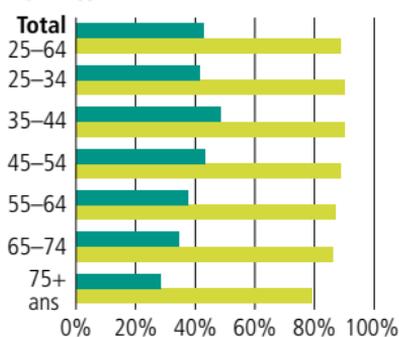
Elèves et étudiants

Degré d'enseignement	Nombre en milliers			Part des femmes en %		
	1990/91	2000/01	2011/12	1990/91	2000/01	2011/12
Total	1 291,8	1 441,9	1 540,9	46	48	48
Préscolarité	139,8	156,4	149,7	49	49	49
Scolarité obligatoire	711,9	807,3	900,4	49	49	49
Degré primaire	404,2	473,7	431,1	49	49	49
Degré secondaire I	271,6	285,0	283,5	49	50	49
Programmes spéciaux	36,2	48,6	36,2	38	38	36
Degré secondaire II	295,8	307,1	356,7	45	48	48
Degré tertiaire	137,5	162,9	270,6	35	42	49
Hautes écoles universitaires	85,9	96,7	134,8	39	46	50
Hautes écoles spécialisées	...	25,1	79,0	...	26	51
Form. prof. supérieure	36,2	41,1	56,7	33	43	45
Degré indéterminé	6,7	8,2	13,2	51	50	48

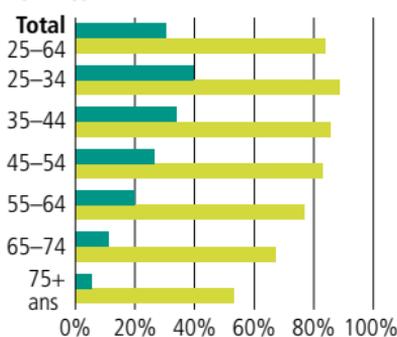
Niveau de formation, en 2012

en % de la population résidente

Hommes

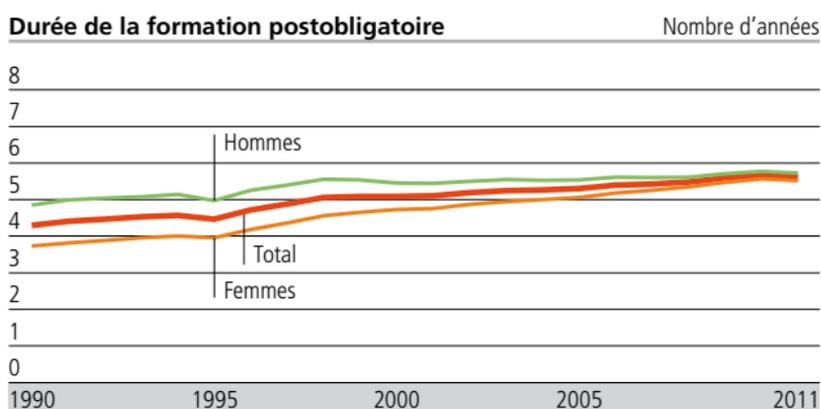


Femmes



■ Degré tertiaire

■ Degré secondaire II et au-dessus



La participation à la formation augmente

La participation à la formation du degré secondaire II et surtout du degré tertiaire a clairement augmenté durant ces trente dernières années. Cela concerne en particulier les formations qui permettent un accès aux hautes écoles. Ainsi le taux de maturités professionnelles et générales a augmenté de 25,7% en 2000 à 33,4% en 2012.

Dans les hautes écoles également, le nombre de diplômés a plus que triplé entre 2000 et 2012. Ceci est surtout à mettre sur le compte de la création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques.

Cette évolution a pour conséquence une ostensible élévation du niveau de formation de la population suisse attendue pour ces prochaines années. La part des personnes détentrices d'un diplôme du degré tertiaire au sein de la population âgée de 25 à 64 ans devrait en effet passer de 37% en 2012 à 45% en 2022.

Réduction des différences entre les sexes

Les femmes sont les principales bénéficiaires de l'essor de la formation au cours des dernières décennies. De nos jours, on compte presque autant de femmes que d'hommes qui commencent et qui terminent une formation postobligatoire. Alors que le rapport entre le nombre de femmes et d'hommes qui commencent et terminent une formation dans une haute école s'est équilibré, la proportion des hommes qui terminent une formation professionnelle supérieure reste plus élevée. Les hommes continuent de suivre des études plus longues, alors que les filles réussissent mieux la scolarité obligatoire. Elles sont plus rarement placées dans une classe spéciale et sont relativement plus nombreuses à fréquenter un programme d'école à exigences élevées au degré secondaire I.

Le choix des filières fait toutefois apparaître des différences particulièrement nettes aussi bien au niveau de la formation professionnelle qu'à celui des hautes écoles: certaines filières sont suivies essentiellement par des femmes ou par des hommes, un fait qui est lié à une conception traditionnelle du rôle social. Bon nombre de professions sont exercées essentiellement par des femmes ou par des hommes. Les hommes sont majoritaires dans l'industrie et l'artisanat, tandis que les femmes prédominent dans la vente et dans les professions de la santé et des soins corporels. Dans le secteur des hautes écoles, les hommes donnent la préférence aux sciences techniques, aux sciences naturelles et à l'économie, les femmes ont une plus grande prédilection pour les sciences humaines, le travail social et les arts appliqués.

Quelques titres de formation, en 2012

Degré d'enseignement	Total	Femmes en %
Degré secondaire II		
Certif. maturité gymnasiale	18 085	56,9
Certif. maturité professionnelle	13 536	47,7
Certif. form. prof. initiale LFP ¹	64 925	46,0
Dipl. école sup. de commerce	3 218	49,4
Degré tertiaire		
Formation prof. supérieure		
Diplôme école supérieure	6 780	46,8
Diplôme fédéral	2 815	22,9
Brevet fédéral	13 582	39,5
Hautes écoles spécialisées		
Diplôme	891	53,1
Bachelor	13 452	54,3
Master	3 307	55,9
Hautes écoles universitaires		
Licence/diplôme	1 007	65,0
Bachelor	13 309	52,0
Master	10 857	51,0
Doctorat	3 640	43,2

1 Y c. attestation fédérale de formation profes.

**Enseignants, en 2011/12
Personnel des hautes écoles, en 2012**

	Equivalents plein temps	Femmes en %
Préscolarité	8 458	96,6
Scolarité obligatoire ¹	59 022	72,4
Degré primaire	28 145	81,5
Degré secondaire I	22 418	53,5
Degré secondaire II ²	16 849	41,1
Hautes écoles universitaires	39 228	42,8
Professeurs	3 455	18,0
Autres enseignants	3 380	26,8
Assistants ³	19 674	41,9
Hautes écoles spécialisées	15 117	44,1
Professeurs	4 206	32,4
Autres enseignants	2 950	41,9
Assistants ³	3 427	43,1

1 Sans les programmes d'enseignement spéciaux, comptage double non exclu

2 Formation générale et professionnelle

3 Y c. collaborateurs scientifiques

Dépenses publiques d'éducation, en 2011

	en milliards de francs
Total	30,9
dont rémunération des enseignants	16,0
Préscolarité	1,0
Scolarité obligatoire	13,3
Ecoles spéciales	1,9
Accueil de jour	0,3
Form. professionnelle initiale	3,5
Ecoles de formation générale	2,3
Form. professionnelle supérieure	0,3
Hautes écoles, hautes écoles spécialisées	7,8
Inclassables	0,5

Formation continue

On peut distinguer deux formes de formation continue: la formation non formelle (comme la fréquentation de cours, de séminaires, de leçons privées, de colloques ou conférences) et l'apprentissage informel (lecture de littérature spécialisée, acquisition de connaissances à partir de CD-ROM ou avec des membres de la famille, etc.). La majorité de la population suisse (presque 80% de la population résidente permanente âgée de 25 à 64 ans) a suivi en 2011 au moins une formation continue sous l'une ou l'autre de ces formes. Il est à relever que l'intégration au marché du travail et le niveau de formation influent positivement sur la participation à la formation continue.

La Suisse est très active dans le domaine de la recherche

Les activités de recherche et de développement (R-D) sont essentielles à l'économie. Avec 2,87% de son PIB consacrés à la R-D (2008), la Suisse fait partie des pays les plus actifs en matière de recherche. En 2008, quelque 16,3 milliards de francs ont été consacrés à la R-D sur le sol suisse. L'économie privée y a contribué pour 73%, les hautes écoles pour 24%, la Confédération et diverses organisations sans but lucratif pour 3%.

Les entreprises suisses investissent également beaucoup dans la R-D à l'étranger; en 2012, elles y ont consacré près de 15 milliards de francs, soit un montant légèrement plus important que les 13 milliards de francs dépensés pour la R-D en Suisse même.

► www.statistique.admin.ch →

Thèmes → Education, science

La presse suisse en pleine mutation

Depuis le début de ce millénaire, le marché suisse de la presse quotidienne s'est profondément transformé. En Suisse alémanique, le journal gratuit «20 Minuten», destiné aux pendulaires, est désormais le quotidien le plus lu, avec près de 1,4 million de lectrices et de lecteurs par édition. Son pendant romand, «20 Minutes», arrive également en tête pour son lectorat, avec 507 000 lectrices et lecteurs. En Suisse italienne, le journal le plus populaire est le «Corriere del Ticino», un titre payant (122 000 lectrices et lecteurs). Le «20 Minuti» en langue italienne, lancé en septembre 2011, compte plus de 70 000 lectrices et lecteurs¹.

¹ Source REMP MACH Basic (2012/II; base: population de 14 ans et plus, lecteurs par édition)

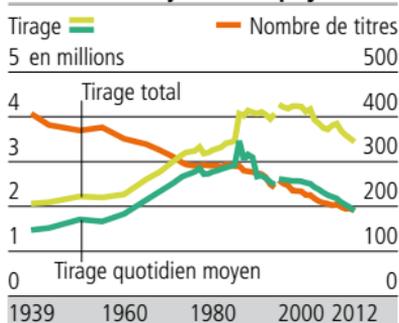
Internet et téléphonie mobile

L'essor de la téléphonie mobile a précédé celui d'internet à la fin du XX^e siècle, avant la convergence vers l'internet mobile. Le nombre de raccordements à la téléphonie mobile est passé de 0,1 million en 1990 à 10,4 millions fin 2012, soit 130 raccordements pour 100 habitants. Le nombre d'utilisateurs réguliers d'internet (plusieurs fois par semaine) âgés de 14 ans et plus est passé de 0,7 million en 1998 à 5 millions début 2013. La convergence se manifeste dans le nombre d'abonnés de téléphonie mobile accédant à internet à large bande (3G+), qui a atteint 4,4 millions en 2012.

Les dix plus grandes bibliothèques

Le nombre des documents accessibles par le biais des bibliothèques est très important : en 2012, les dix plus grandes bibliothèques selon l'offre possèdent des collections totalisant plus de 55 millions d'exemplaires. Ces collections se sont accrues de 67% ces dix dernières années.

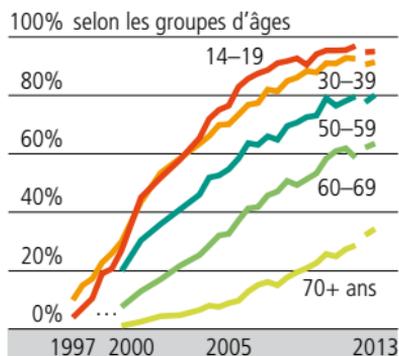
Évolution des journaux payants



Source: Association Presse Suisse / REMP
Statistique des tirages (titres généraux à parution au moins hebdomadaire)

Utilisation d'internet

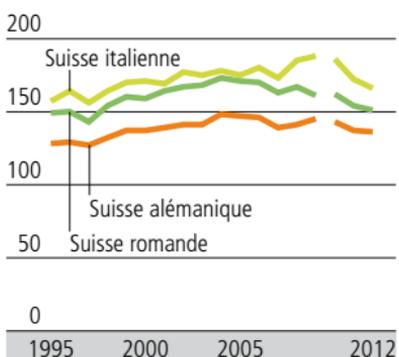
Part des utilisateurs réguliers¹



¹ Personnes utilisant internet plusieurs fois par semaine. Source: Net-Matrix-Base, OFS

Utilisation de la télévision

en minutes par jour et par personne



Source: Mediapulse SA Telecontrol
(base: population à partir de 3 ans, moyenne par jour (lu-di))

Écoute de la radio

en minutes par jour et par personne

	2010	2011	2012
Suisse alémanique	117	113	110
Suisse romande	103	98	93
Suisse italienne	106	106	105

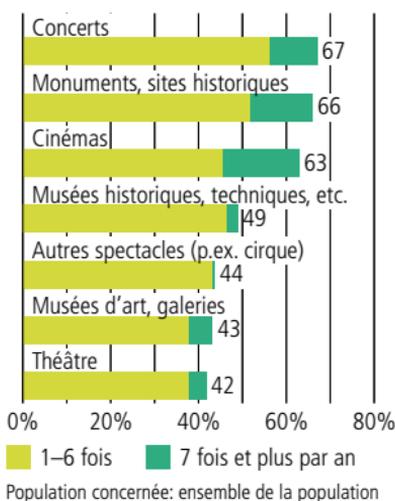
Source: Mediapulse AG Radioccontrol (base: population à partir de 15 ans, moyenne par jour (lu-di))

Dépenses culturelles des ménages privés

Entre 2009 et 2011, les dépenses culturelles totales des ménages privés se sont élevées à 11,1 milliards de francs par an en moyenne, soit 272 francs par mois et par ménage. Cela représente environ 5% des dépenses de consommation totales des ménages privés. Les dépenses dans le domaine des médias, par exemple pour des journaux, des livres, des abonnements TV et Internet ainsi que pour des appareils de lecture et de réception, représentaient une grande partie des dépenses culturelles totales, plus précisément 78% ou 8,7 milliards de francs. En dehors des médias, le principal poste de dépenses culturelles était constitué par le théâtre et les concerts, avec 754 millions de francs.

Les pratiques culturelles

Taux de fréquentation, en 2008

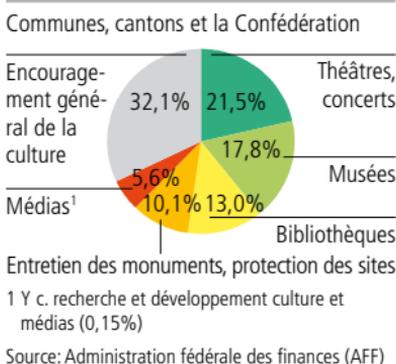


des médias, le principal poste de dépenses culturelles était constitué par le théâtre et les concerts, avec 754 millions de francs.

Financement de la culture par les pouvoirs publics

En 2011, un cinquième des montants versés par la Confédération, les cantons et les communes pour financer la culture (557 millions de francs) a été consacré au domaine «Concerts et théâtres». Le domaine «Musées et arts plastiques» a obtenu 461 millions. Suivent les domaines «Bibliothèques», «Conservation des monuments et protection des sites» et «Médias», avec des montants de respectivement 338, 261 et 140 millions de francs.

Affectation des dépenses publiques selon les domaines culturels, en 2011



Le paysage cinématographique suisse

Après avoir atteint un pic en 1963 et 1964 (646 cinémas, environ 40 millions d'entrées), le nombre de salles de cinéma et celui des spectatrices et spectateurs a reculé de manière continue jusqu'au début des années 1990. 1992 a marqué le creux de la vague, avec 302 cinémas (382 salles) et 15 millions d'entrées. L'implantation de complexes et multiplexes cinématographiques a permis d'accroître à nouveau le nombre de salles de cinéma, mais non celui des spectatrices et spectateurs (2012: 536 salles et 15,5 millions d'entrées).

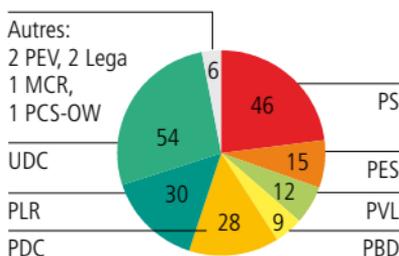
Avec la digitalisation, l'offre de films a elle aussi beaucoup changé. Au début des années 2000, environ 1300 films étaient exploités en Suisse chaque année; ce nombre oscille aujourd'hui autour de 1700. Durant cette période, la part des films suisses a augmenté de manière continue de 10% à 16% environ.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Culture, médias, société de l'information

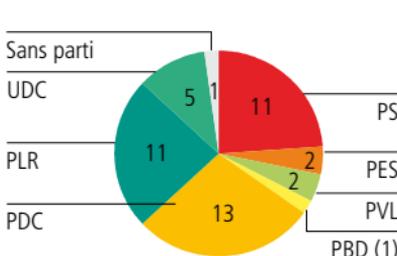
Le système politique

La Suisse est un Etat fédéral depuis 1848; elle se compose aujourd'hui de 26 cantons. Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial comptant 7 membres (depuis 2009: 2 PLR, 2 PS, 1 PDC, 1 UDC, 1 PBD). Il est élu par le Parlement, constitué de deux chambres: le Conseil national (composé de 200 représentants du peuple) et le Conseil des Etats (qui compte 46 représentants des cantons). Le système politique suisse se caractérise en outre par des droits populaires étendus (initiative et référendum) et par des votations populaires.

Conseil national 2011: mandats



Conseil des Etats 2011: mandats



Elections au Conseil national 2011

	Force électorale en %	Mandats	Femmes	Hommes	Part des femmes en %
PLR	15,1	30	7	23	23,3
PDC	12,3	28	9	19	32,1
PS	18,7	46	21	25	45,7
UDC	26,6	54	6	48	11,1
PVL	5,4	12	4	8	33,3
PBD	5,4	9	2	7	22,2
PES	8,4	15	6	9	40,0
Petits partis de droite ¹	2,7	3	1	2	33,3
Autres ²	5,4	3	2	1	66,6

¹ DS, UDF, Lega (2 mandats, 1 femme), MCR (1 mandat)

² PEV (2 mandats, 2 femmes), PCS, PST, Sol., groupes épars (PCS-OW 1 mandat)

Abréviations, voir plus bas

Elections au Conseil national de 2011

Les élections au Conseil national de 2011 ont marqué un changement dans l'évolution du paysage des partis des dernières décennies. Si l'érosion des partis bourgeois traditionnels PLR et PDC s'est poursuivie, elle a profité, pour la première fois depuis longtemps, non pas à l'UDC, mais au PVL et au PBD, les derniers-nés des partis.

Ces deux partis sont les seuls vrais gagnants des élections au Conseil national de 2011. Presque tous les autres partis font par contre partie des perdants de manière plus ou moins marquée. Les partis bourgeois PDC, PLR et UDC ainsi que les Verts ont enregistré les plus fortes pertes.

Abbréviations des partis

PLR Parti libéral-radical¹
 PDC Parti démocrate-chrétien suisse
 PS Parti socialiste suisse
 UDC Union démocratique du centre
 PBD Parti bourgeois-démocratique

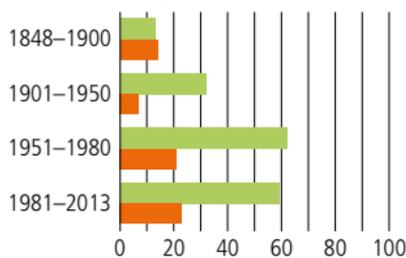
PEV Parti évangélique populaire
 PCS Parti chrétien-social
 PVL Parti vert-libéral
 PST Parti suisse du travail
 Sol. SolidaritéS
 PES Parti écologiste suisse
 UDF Union démocratique fédérale

DS Démocrates suisses
 Lega Lega dei ticinesi
 MCR Mouvement Citoyens Romands

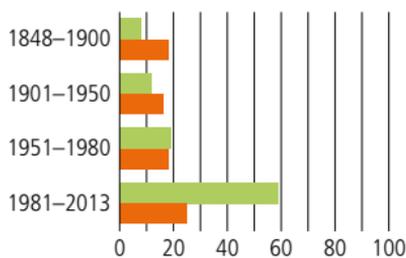
¹ En 2009, fusion du PRD avec le PLS sous la dénomination «PLR. Les Libéraux-Radicaleux»

Votations populaires fédérales

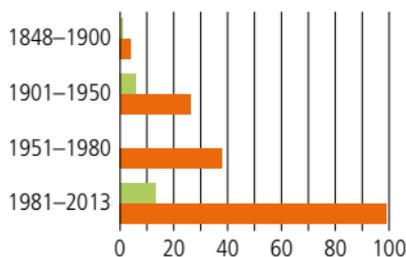
Référendums obligatoires¹



Référendums facultatifs

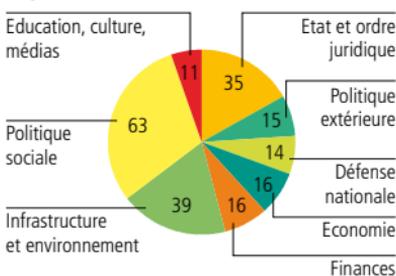


Initiatives populaires²



■ Accepté ■ Rejeté

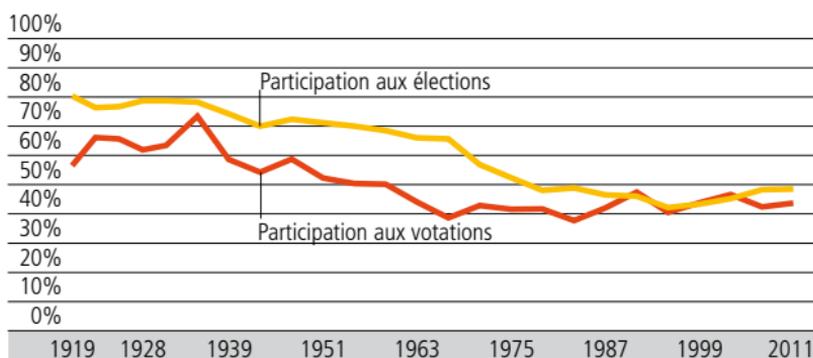
Objets 1991-2013



1 Y c. contre-projets à des initiatives populaires

2 Y c. initiatives accompagnées d'un contre-projet

Participation aux élections et aux votations



Le recul le plus important de la participation aux élections est intervenu après 1967; il s'explique notamment par l'introduction du droit de vote des femmes. La baisse de la participation aux votations est soumise à de fortes fluctuations, car la mobilisation des votants peut être très variable selon l'enjeu du scrutin. Ainsi, depuis 1990, la participation la plus faible a été de 28%, la plus forte de 79%. A partir de l'année 2000, la participation s'est un peu stabilisée, tant pour les élections que pour les votations, et elle recommence même à croître légèrement (45%).

Comptes des administrations publiques

en milliards de francs

	Recettes			Dépenses			Solde		
	2000	2010	2012 ²	2000	2010	2012 ²	2000	2010	2012 ²
Total¹	163,6	191,9	198,2	151,8	189,6	196,4	11,8	2,4	1,8
Confédération	52,0	62,9	63,8	48,2	60,0	62,2	3,8	2,9	1,6
Cantons	62,8	77,0	78,7	60,0	75,7	81,0	2,8	1,3	-2,3
Communes	42,1	42,5	44,0	40,6	43,0	44,4	1,5	-0,5	-0,4
Assurances sociales	44,5	53,5	58,6	41,1	54,9	55,7	3,4	-1,3	2,9

1 Doubles imputations non comprises dans le total

2 Données en partie estimées

Dettes des administrations publiques

en milliards de francs

	1990	2000	2009	2010	2011	2012 ³
Total¹	104,8	220,4	209,0	208,2	208,0	211,1
Confédération	38,1	108,1	110,7	110,0	110,2	112,3
Cantons	29,2	63,1	52,8	52,5	51,3	50,9
Communes	37,4	49,1	45,3	45,8	46,4	46,6
Assurances sociales	0,1	5,8	5,8	7,4	6,1	6,3

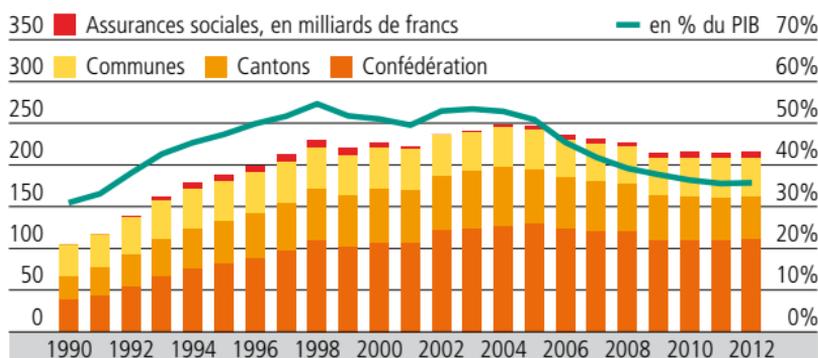
Par habitant, en francs² 15 503 30 595 26 846 26 456 26 148 26 265

1 Doubles imputations non comprises dans le total

2 Aux prix courants

3 Données en partie estimées

Dettes des administrations publiques



La quote-part de l'Etat mesure les dépenses des administrations publiques en pourcent du produit intérieur brut (PIB). Elle inclut les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que celles des assurances sociales publiques (AVS/AI/APG y compris assurance-maternité et assurance-chômage).

Malgré une augmentation considérable de ces dépenses depuis 1970, la Suisse est très bien placée en comparaison internationale: elle a une quote-part de l'Etat parmi les plus basses de tous les pays de l'OCDE. La plupart des pays européens présentent une quote-part considérablement plus élevée.

Quote-part de l'Etat en % du PIB



Le taux d'endettement en Suisse est lui aussi relativement bas comparé aux autres pays membres de l'OCDE. Cependant, il a progressé de manière continue entre 1990 et 2003. Grâce à une meilleure conjoncture persistant jusqu'à mi-2008 et à la répartition des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale suisse, de même qu'à différentes mesures structurelles (programme d'allègement budgétaire, freins à l'endettement et aux dépenses), les finances publiques ont été à même de réduire continuellement leurs dettes brutes depuis 2005. La quote-part de la dette s'élevait à 35,7% fin 2012.

Recettes des administrations publiques, en 2011

après déduction des montants comptés à double

	en %	en milliards de francs
Total	100,0	198,7
Recettes ordinaires	99,8	198,4
Recettes d'exploitation	94,2	187,2
Recettes fiscales	83,3	165,5
Patentes et concessions	2,0	4,0
Compensations	8,4	16,7
Recettes diverses	0,1	0,2
Recettes de transfert	0,4	0,7
Recettes financières	4,3	8,6
Recettes d'investissement	1,3	2,5
Recettes extraordinaires	0,2	0,3
Revenus extraordinaires	0,0	0,0
Recettes d'investissements extraordinaires	0,1	0,3

Dépenses des administrations publiques, par fonction, en 2011

après déduction des montants comptés à double

	en %	en milliards de francs
Total	100	196,9
Administration générale	8,6	17,0
Ordre et sécurité publique, défense	7,7	15,1
Formation	17,2	33,8
Culture, sport et loisirs, église	2,6	5,1
Santé	6,1	12,1
Sécurité sociale	38,4	75,6
Trafic et télécommunications	9,1	17,9
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	3,1	6,1
Economie publique	3,8	7,5
Finances et impôts	3,4	6,7

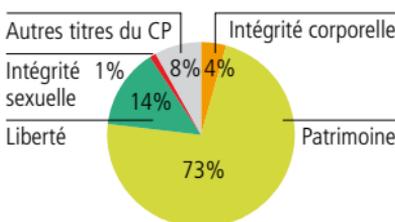
Dans le domaine de la criminalité, les chiffres ne reflètent que partiellement la réalité des comportements. D'une part, les normes pénales et les sanctions suivent l'évolution de la société. D'autre part, ces chiffres dépendent largement des ressources en personnel, des priorités et de l'efficacité de la police et de la justice ainsi que de la propension de la population à dénoncer les actes délictueux. Il est en général difficile de déterminer les facteurs à l'origine des variations enregistrées en matière de criminalité.

Dénonciations

493 366 affaires criminelles totalisant 750 371 infractions ont été enregistrées en 2012. 82% de ces infractions relevaient du Code pénal (CP), 12% de la loi sur les stupéfiants (Lstup), 5% de la loi sur les étrangers (LEtr) et 1% de lois fédérales annexes. Le taux d'élucidation atteignait 93% pour les homicides et 17% pour les infractions contre le patrimoine.

La ventilation des prévenus selon la nationalité et le type d'autorisation de séjour montre que les personnes de nationalité suisse représentaient une part de 47% parmi les prévenus pour infraction au CP, de 55% parmi ceux pour infraction à la Lstup et de 61% parmi ceux pour infraction aux autres lois fédérales annexes. Dans ces trois catégories de prévenus, les personnes étrangères domiciliées en Suisse formaient une part respective de 28%, 20% et 22%; autrement dit, une proportion importante de la délinquance des étrangers était «importée» (CP: 25%, Lstup: 24%, autres: 18%). Dans le domaine de la loi sur les étrangers, 86% des prévenus ne résidaient pas en Suisse.

Infractions selon le titre du Code pénal, en 2012

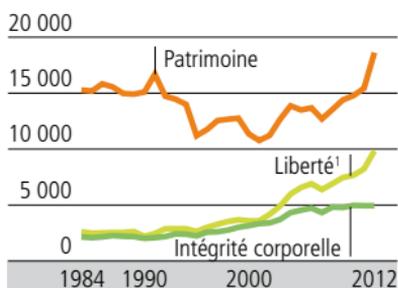


Condamnations

Jusqu'au milieu des années 1980, on dénombrait chaque année un peu plus de 45 000 condamnations d'adultes. Ce chiffre a doublé entretemps et se situe à environ 105 700 en 2012. L'évolution est très variable selon la loi en vertu de laquelle les condamnations ont été prononcées.

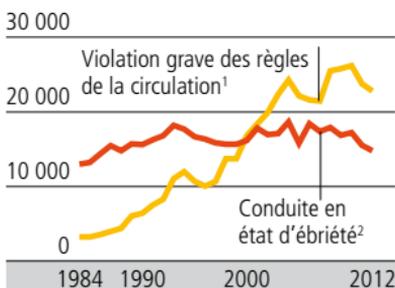
Le nombre de condamnations selon le CP a enregistré une augmentation de 17% l'année dernière. Le nombre des condamnations selon la loi sur la circulation routière (LCR) a régulièrement augmenté notamment en raison de l'intensification des contrôles. La situation n'a pas varié depuis quelques années dans le domaine de la loi sur les stupéfiants, par contre une augmentation de 17% a été enregistrée en 2012 dans celui de la loi sur les étrangers.

Choix d'infractions CP



¹ Menace, contrainte, traite d'êtres humains, séquestration et enlèvement, prise d'otage, violation de domicile

Choix d'infractions LCR

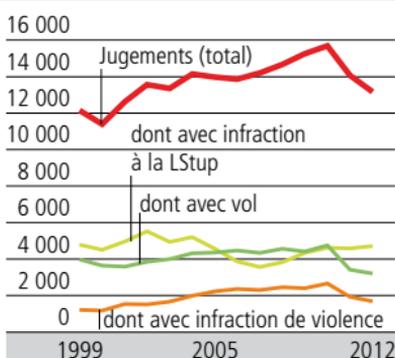


¹ Art. 90 ch. 2 LCR

² Avec un taux d'alcool qualifié (Art. 91, al. 1, 2^e phrase LCR)

Jugements pénaux des mineurs

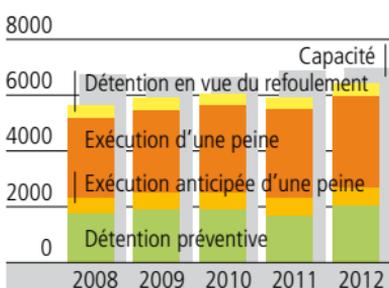
Le nombre de jugements pénaux de mineurs tend à diminuer (-6% entre 2011 et 2012). Il est plutôt en hausse pour les infractions à la LStup, stable pour les infractions à la loi sur la circulation routière et en baisse pour les cas de vol et des infractions de violence de moindre gravité. Les jugements pénaux de mineurs pour infractions de grave violence se maintiennent stables à un très bas niveau.



Privation de liberté

Il existait en Suisse 109 établissements (le plus souvent de petite taille) de privation de liberté en 2012, comptant au total 6978 places. Au jour de référence, le 5 septembre 2012, 6599 places étaient occupées. Le taux d'occupation se montait ainsi à 95%. Sur les 6599 personnes incarcérées, 60% exécutaient une peine, 31% se trouvaient en détention préventive, 6% étaient détenues pour des mesures de contrainte conformément à la loi sur les étrangers et les 3% restants l'étaient pour d'autres raisons.

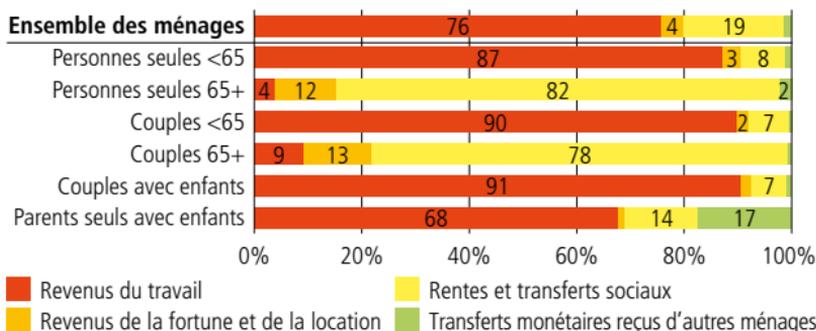
Effectifs selon le type de détention



Récidive

Le taux de recondamnation des personnes condamnées pour crimes et délits se situait à 24% en 2008, après une période d'observation de 3 ans (autrement dit jusqu'en 2011); il était de 35% chez les condamnés mineurs. Les personnes ayant au moins deux antécédents judiciaires sont celles qui présentaient les taux de recondamnation les plus élevés (adultes: 61%; mineurs: 63%).

Composition du revenu brut selon le type de ménage, 2009–2011



Budget des ménages: revenus

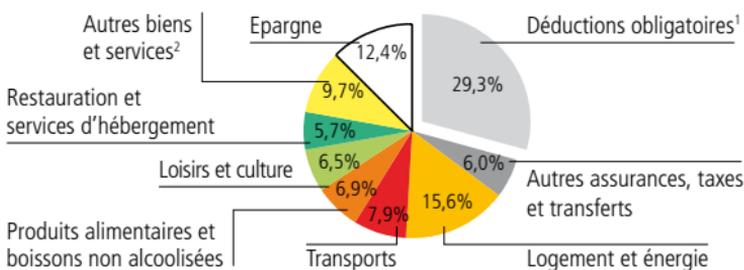
Si l'on considère l'ensemble des ménages, les revenus du travail forment l'essentiel (76%) du revenu des ménages. Viennent ensuite les rentes provenant des premier et deuxième piliers ainsi que les autres prestations sociales, avec une part de 19%. La part restante est constituée des revenus de la fortune et des transferts issus d'autres ménages. Le tableau est plus différencié si l'on s'intéresse à la composition du revenu des ménages selon le type de ménage. A titre d'exemple, si les revenus des ménages composés de personnes de 65 ans ou plus proviennent certes en majorité de rentes, les revenus du travail et plus encore les revenus de la fortune jouent cependant un rôle non négligeable.

Les revenus issus de transferts d'autres ménages représentent une importante source de revenus uniquement pour certains types de ménage, comme les ménages monoparentaux (part moyenne de 17%).

Budget des ménages: dépenses

La composition des dépenses varie moins. Les dépenses obligatoires forment le poste le plus important, avec une part de 29% du revenu brut. Dans les dépenses de consommation, celles consacrées au logement arrivent en tête (16%). Les dépenses pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, pour les transports ainsi que pour les loisirs et la culture constituent d'autres postes de dépenses importants. Après déduction de toutes les dépenses, il reste en moyenne 12% du revenu brut comme montant à épargner. Mais les différences sont parfois considérables selon le type de ménage. Les ménages de personnes de 65 ans ou plus épargnent moins en moyenne que les ménages composés de personnes plus jeunes. Parfois, ils dépensent même davantage que ce dont ils disposent. Autrement dit, ils financent une partie de leurs dépenses en puisant dans leur fortune.

Composition du budget des ménages, 2009–2011



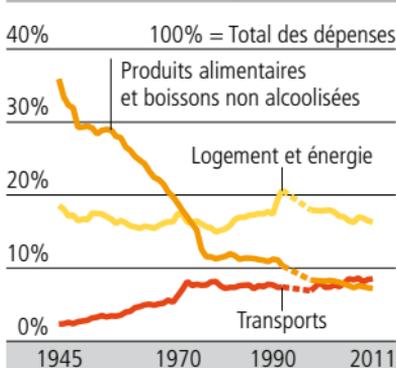
¹ Impôts, cotisations aux assurances sociales, primes de l'assurance-maladie de base, transferts monétaires versés à d'autres ménages

² Moins les revenus sporadiques

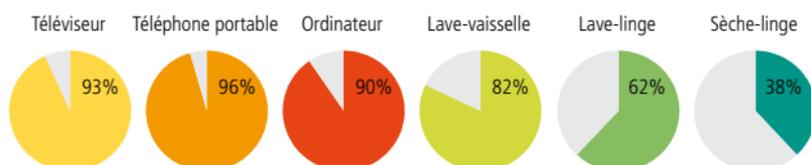
Les dépenses des ménages au fil du temps

La composition des dépenses des ménages s'est fortement modifiée au fil du temps. Ces changements sont nettement plus importants que les différences entre les ménages aujourd'hui. Ainsi, la part des dépenses pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées représentait 35% de l'ensemble des dépenses en 1945, contre 7% actuellement. A l'inverse, la part des dépenses pour les transports, par exemple, s'est accrue dans cet intervalle, passant de quelque 2% à plus de 8%.

Evolution d'une sélection de dépenses des ménages



Equipped in consumer goods, in 2011



Equipped in consumer goods

Si l'on détermine l'équipement des ménages sur la base d'une sélection de biens de consommation durable, on constate que les ménages en Suisse sont très bien lotis dans le domaine des technologies de l'information. 90% des personnes vivent dans un ménage équipé d'un ordinateur et 96% dans un ménage équipé d'un téléphone portable. Ces parts sont en constante augmentation: en 1998, seules 55% des personnes vivaient dans un ménage équipé d'un ordinateur. Les parts progressent aussi dans le domaine des appareils électroménagers, notamment pour les lave-vaisselle, les lave-linge et les sèche-linge. En 2011, plus de 82% des personnes avaient un lave-vaisselle à la maison, contre seulement 61% en 1998.

Privations matérielles

Ne pas posséder un bien durable ne signifie pas obligatoirement avoir dû y renoncer pour des raisons financières. En 2011, seules 1% des personnes vivant en Suisse doivent renoncer à un ordinateur pour des raisons financières. Pour ce qui est d'une voiture à usage privé, cette proportion s'élève à 3%. La privation la plus fréquente est liée à l'absence de réserves financières: 19% des personnes vivant dans un ménage privé n'ont pas les moyens de faire face à une dépense imprévue d'un montant de 2000 francs. Viennent ensuite les privations liées aux nuisances perçues par rapport au logement et ses alentours: 18% de la population considère subir des nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique, 12% avec des problèmes de délinquance, de violence ou de vandalisme et 10% avec des problèmes de pollution ou déchets. En outre, 9% de la population n'a pas les moyens de s'offrir chaque année une semaine de vacances hors de son domicile.

Inégalités de répartition des revenus

Les inégalités de répartition des revenus sont évaluées sur la base du revenu disponible équivalent. Ce dernier se calcule en retirant les dépenses obligatoires du revenu brut du ménage et en divisant le revenu disponible ainsi obtenu par la taille d'équivalence du ménage. Le revenu disponible équivalent est donc un indice du niveau de vie des personnes, indépendamment du type de ménage dans lequel elles vivent.

En 2011, les 20% les plus riches disposent d'un revenu disponible équivalent moyen 4,3 fois supérieur à celui des 20% les plus pauvres.

Pauvreté monétaire et risque de pauvreté

En 2011, 7,6% de la population résidante permanente vivant en ménage privé était touchée par la pauvreté, soit 580 000 personnes. Le seuil de pauvreté moyen était d'environ 2200 francs par mois pour une personne seule et d'environ 4050 francs par mois pour un ménage de deux adultes avec deux enfants. Selon le concept relatif du risque de pauvreté, la part de la population touchée par le risque de pauvreté était de 14,3%, ce qui représente environ 1 090 000 personnes. Le seuil de risque de pauvreté (60% de la médiane du revenu disponible équivalent) était, pour une personne seule, de quelque 2450 francs par mois et, pour deux adultes avec deux enfants, d'environ 5100 francs.

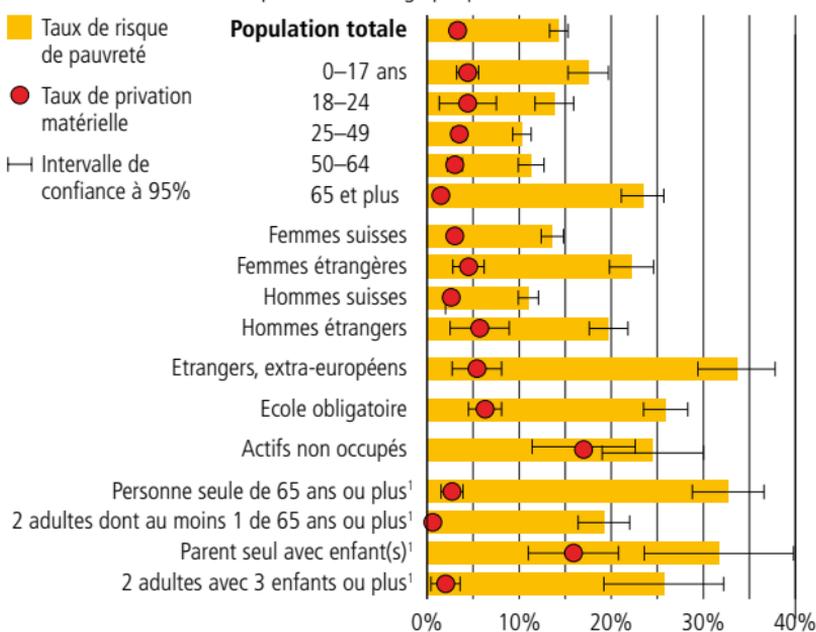
La pauvreté des personnes actives occupées

Les personnes vivant dans un ménage à forte participation au marché du travail présentent en général les taux de pauvreté les plus faibles. Le fait d'être bien intégré dans la vie active offre déjà une protection efficace contre la pauvreté. Il reste qu'en 2011, 130 000 personnes, soit 3,7% de la population active occupée, étaient touchées par la pauvreté alors qu'elles avaient un emploi.

La pauvreté chez les actifs occupés peut s'analyser surtout en termes de sécurité et d'insécurité professionnelle (à long terme): la pauvreté est plus fréquente lorsque les conditions de travail et les formes d'emploi sont nettement ou tendanciellement peu sûres (contrat à durée limitée, petite entreprise, activité indépendante «en solo», par ex.).

Risque de pauvreté et privations matérielles, en 2011

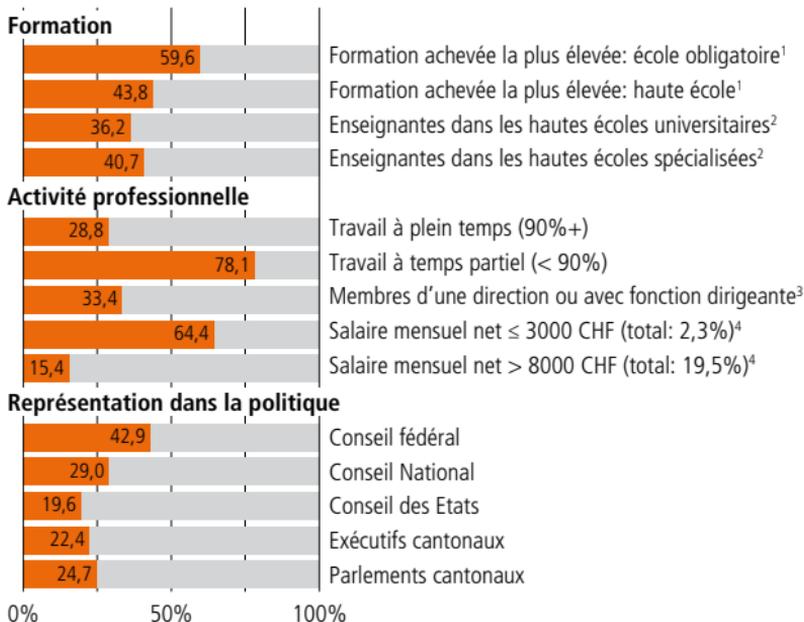
selon différentes caractéristiques socio-démographiques



¹ Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Chiffres clés concernant l'égalité des sexes

Part des femmes en % (dernier état disponible 2010–2013)



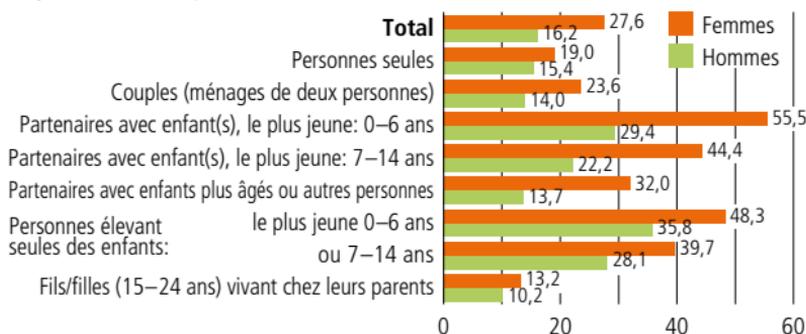
0% 50% 100%

- 1 Population résidante de 25 à 64 ans
 2 Professeures, autres enseignantes, assistantes et collaboratrices scientifiques

- 3 Salarié-e-s
 4 Salarié-e-s occupé-e-s à plein temps, secteurs privé et public (Confédération)

Temps consacré au travail domestique et familial, en 2010

Moyenne, en heures par semaine



Participation au travail bénévole, en 2010

en % de la population résidante permanente de 15 ans et plus

	Femmes	Hommes		Femmes	Hommes
Informel	22,7	13,9	Organisé	16,9	23,0
Garde d'enfants de la parenté	8,1	3,7	Associations sportives	4,0	9,0
Soins à des parents adultes	1,6	0,4	Associations culturelles	3,5	5,3
Autres prestations pour la parenté	3,1	2,6	Organisations socio-caritatives	3,6	2,5
Garde d'enfants de connaissances	5,7	1,9	Institutions religieuses	3,6	2,1
Soins à des connaissances adultes	1,1	0,3 ¹	Associations de défense d'intérêts	2,1	3,1
Autres prestations pour des connaissances	4,9	5,3	Services d'utilité publique	1,2	2,4
Autres	0,5 ¹	0,3 ¹	Partis ou institutions politiques	0,7	2,0

¹ Extrapolation basée sur moins de 50 observations dans l'échantillon. Les résultats sont à interpréter avec beaucoup de précaution

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Situation économique et sociale de la population

Sommés-nous sur la voie du développement durable?

1 Satisfaction des besoins – comment vivons-nous aujourd'hui?

La santé de la population s'améliore	↗ ↗ ✓	Les condamnations pour infractions de violence augmentent	↘ ↗ ✗
Les revenus augmentent légèrement	↗ ↗ ✓	Le taux de chômage au sens du BIT est en augmentation	↘ ↗ ✗

2 Solidarité – comment les ressources sont-elles réparties?

L'aide publique au développement augmente	↗ ↗ ✓	L'écart salarial entre femmes et hommes se réduit peu à peu	↘ ↘ ✓
Près d'une personne vit en dessous du seuil de pauvreté	↘ ↘ ✓		

3 Préservation du capital – que laisserons-nous à nos enfants?

Les compétences en lecture des jeunes s'améliorent	↗ ↗ ✓	Le nombre de personnes travaillant dans les domaines scientifiques et technologiques augmente	↗ ↗ ✓
Après une augmentation, la dette publique est revenue en-dessous du niveau atteint en 1992	↘ ↘ ✓	Les populations d'oiseaux nicheurs sont en augmentation	↗ ↗ ✓
La part des investissements dans le produit intérieur brut stagne.	↗ → ≈	Les surfaces d'habitat et d'infrastructure s'étendent	↗ ↗ ✗

4 Découplage – Notre utilisation des ressources est-elle rationnelle favorable au développement durable?

Les transports de marchandises croissent plus fortement que l'économie	↘ ↗ ✗	La consommation finale d'énergie par personne diminue	↘ ↘ ✓
La part des transports publics augmente	↗ ↗ ✓	L'intensité matérielle diminue	↘ ↘ ✓

Evolution visée

- ↗ Augmentation
- Stabilisation
- ↘ Diminution

Evolution observée

- ↗ Augmentation
- Pas de modification notable
- ↘ Diminution

Qualification de l'évolution depuis 1992

- ✓ positive (vers le développement durable)
- ≈ indifférente
- ✗ négative (contraire au développement durable)

Dans la plupart des domaines de la vie quotidienne, quelques pas ont été faits en direction du développement durable, mais on constate également des tendances contraires. Ainsi, on est parvenu, dans certains domaines, à atteindre une plus grande éco-efficacité, mais ces améliorations ont souvent été compensées par des augmentations de la consommation.

Il se pose en outre un problème d'équité entre les générations: c'est peut-être aux dépens des générations à venir que nous bénéficions aujourd'hui de conditions relativement favorables. Ainsi, près de 17% des jeunes ne disposent même pas, en lecture, du niveau minimum requis pour maîtriser la vie quotidienne moderne. De même, la croissance des zones bâties se fait en grande partie au détriment des terres cultivables.

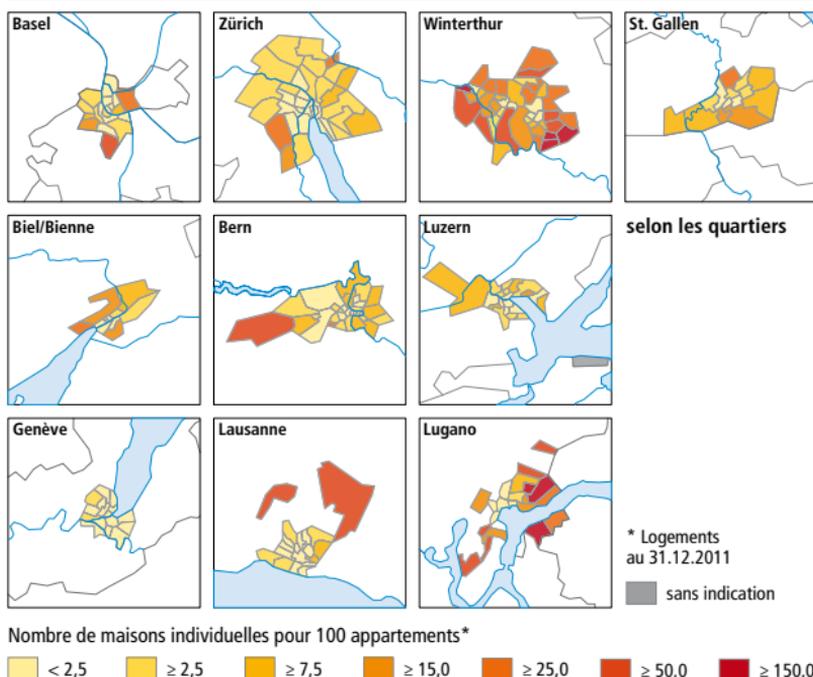
L'**empreinte écologique** indique le niveau d'exploitation et les limites des ressources naturelles renouvelables. Actuellement, en Suisse, l'empreinte écologique par personne est près de trois fois plus élevée que la biocapacité mondiale moyenne disponible par personne. Cette forte empreinte est principalement imputable à la consommation d'énergie. Considéré globalement, le développement économique passe souvent par une consommation accrue de ressources environnementales. Autrement dit, plus le revenu national d'un pays est élevé, plus l'empreinte écologique de ce dernier est grande. L'empreinte écologique de la Suisse se situe dans la moyenne de la plupart des pays d'Europe occidentale. Les Etats-Unis et quelques pays d'Europe consomment plus de 4 fois plus que la biocapacité mondiale disponible, alors que les pays d'Asie du Sud-Est et africains en consomment nettement moins.

► www.statistique.admin.ch → Thèmes → Développement durable

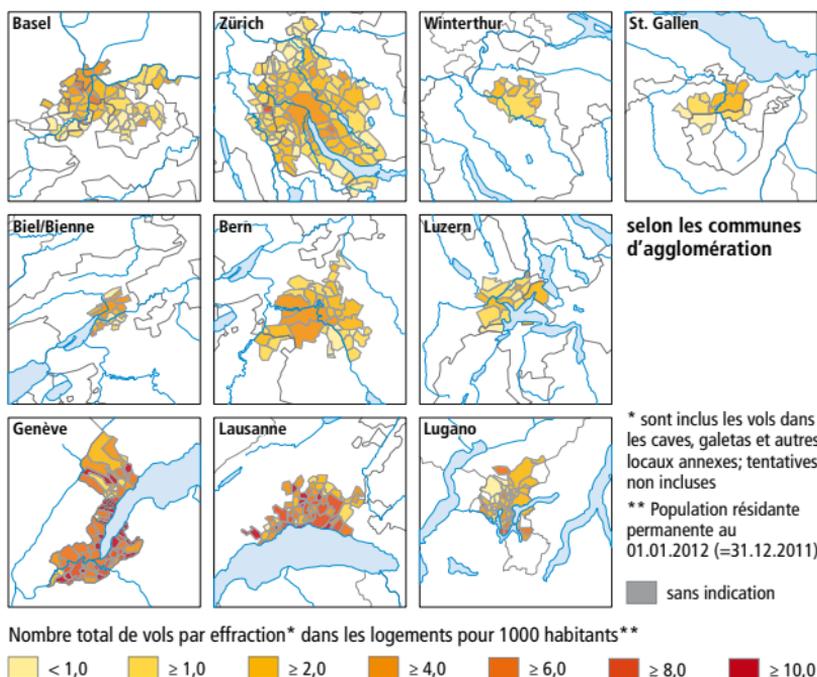
Un projet européen: l'Audit urbain

Ce projet a pour but de mesurer les conditions de vie dans les villes européennes. L'«Atlas des villes» permet de comparer les dix villes suisses de l'Audit urbain, à l'image des deux exemples ci-dessous, présentés aux niveaux des quartiers et des agglomérations.

Maisons individuelles pour 100 appartements, en 2012

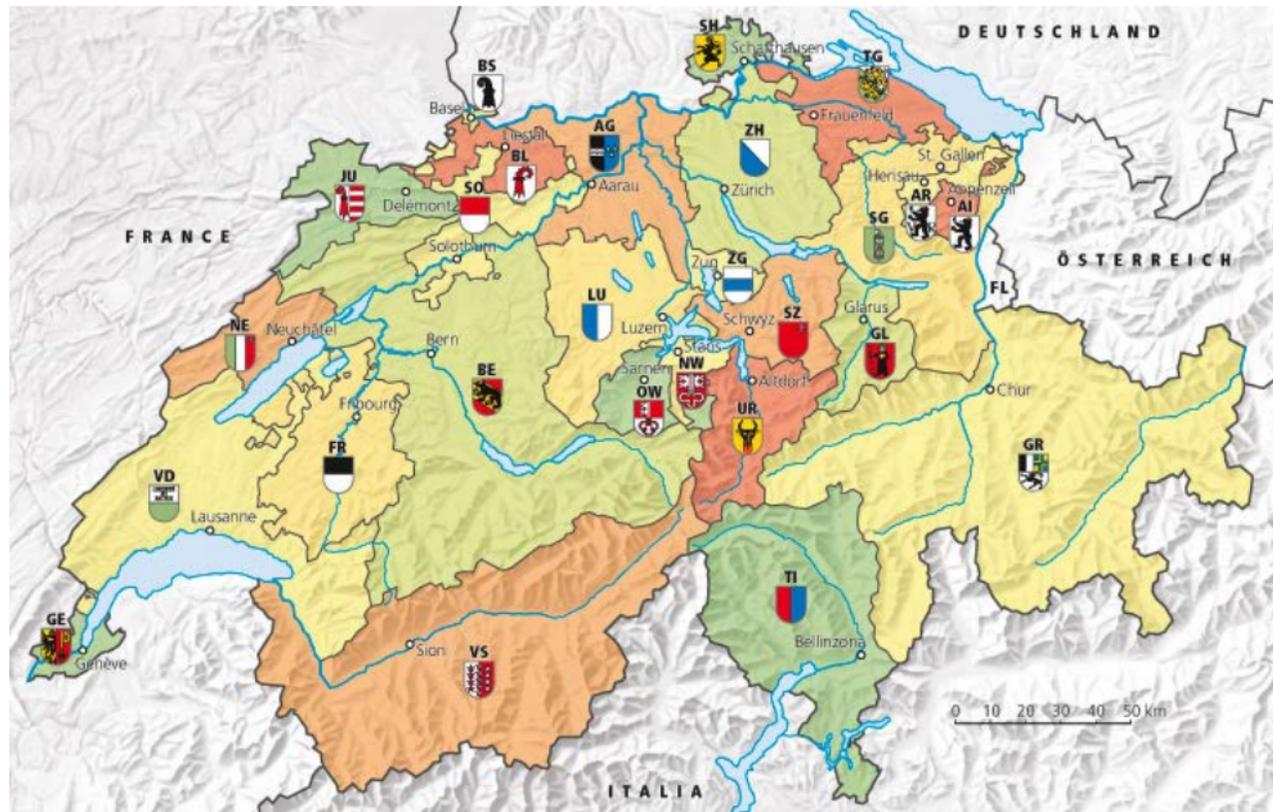


Vols par effraction dans les logements, en 2012



► www.atlasdesvilles.admin.ch
 ► www.urbandaudit.ch

La Suisse et ses cantons



26 cantons
148 districts
2352 communes

Etat 1.1.2014

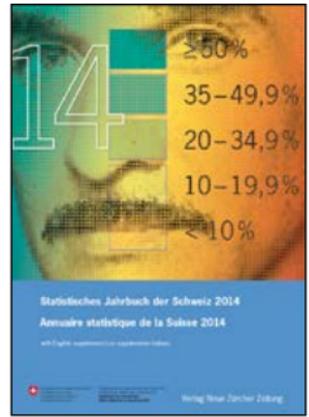
o Chef-lieu de canton

Abréviations des cantons: cf. tableau page 4

Annuaire statistique de la Suisse 2014

Ouvrage de référence de la statistique suisse par excellence, l'Annuaire statistique de la Suisse décrit toutes les facettes de la situation sociale et économique de la Suisse et contient des tableaux et des aperçus illustrés sur tous les thèmes de la statistique publique. Cet ouvrage bilingue allemand-français donne par ailleurs une vue d'ensemble des principales informations statistiques en anglais et en italien. Un chapitre de cartes séparé est consacré aux nouveaux résultats de la statistique de la superficie de la Suisse.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 600 pages reliées, 120 frs. Disponible en librairie ou sur le site de NZZ Libro, les Editions de la «Neue Zürcher Zeitung». e-mail: nzz.libro@nzz.ch



Le **portail Statistique suisse** (www.statistique.ch) englobe l'ensemble de l'offre en ligne de la statistique publique suisse. Il présente les communiqués de presse, les publications de l'OFS et d'autres offices statistiques publics ainsi que les résultats détaillés actualisés en permanence sous forme d'indicateurs et de tableaux à télécharger. Des cartes attractives et des atlas se trouvent aux chapitres «Les régions» et «Le monde». Les utilisateurs et les utilisatrices peuvent s'abonner au service de NewsMail ou être avertis automatiquement (RSS-Feeds) de toute nouveauté pour rester au courant de la vaste offre de l'OFS. Depuis 2011, le portail statistique offre également des pages en romanche, à côté de l'offre en français, allemand, italien et anglais.

Avec le mini portail statistique <http://mobile.bfs.admin.ch>, l'OFS propose ses principaux chiffres statistiques aux utilisateurs d'appareils mobiles depuis 2010.

